

CONSEIL DE L'ATLANTIQUE NORD
NORTH ATLANTIC COUNCIL

EXEMPLAIRE N° 434
COPY

ORIGINAL : ENGLISH/FRENCH
25 mai 1970

NATO SECRET
VERBATIM RECORD
C-VR(70)28
PART II

VERBATIM RECORD

of the

MEETING OF THE COUNCIL

held on

TUESDAY, 26TH MAY, 1970 at 3 p.m.

at

PALAZZO dei CONGRESSI,

ROME

COMPTE RENDU

de la

SEANCE DU CONSEIL

tenue le

MARDI, 26 MAI 1970 à 15h00

au

PALAZZO dei CONGRESSI,

ROME

OTAN/NATO,
Rome.

NATO SECRET

M. BROSIO

La séance est ouverte. Puis-je donner la parole à M. Moro ?

M. MORO

Monsieur le Président, en décembre dernier, j'avais eu l'honneur d'annoncer à Bruxelles que nous serions heureux de recevoir au printemps suivant la session ministérielle du Conseil Atlantique.

Aujourd'hui, nous enregistrons avec satisfaction cet événement, qui offre aux Alliés l'occasion d'aborder ensemble, encore une fois, les thèmes fondamentaux qui nous préoccupent, notamment celui d'une sécurité accrue dans le monde.

Le chemin vers cet objectif essentiel, qui passe par la voie de la réduction des tensions en Europe, n'est pas sans obstacles.

Certes, depuis décembre, nous avons enregistré avec grande satisfaction la reprise des conversations SALT à Vienne, l'ouverture des conversations quadripartites sur Berlin et le début des contacts de la République fédérale d'Allemagne avec l'Union soviétique, la Pologne et la République démocratique allemande. Nous constatons ces développements et nous souhaitons qu'ils puissent contribuer d'une façon décisive à améliorer le contexte général de la situation en Europe. Nous constatons surtout le fait que ces conversations et ces contacts ont lieu à l'initiative des pays alliés et constituent déjà une amorce de négociation Est-Ouest sur des points extrêmement importants, qui forment le noyau des problèmes de la sécurité en Europe. Cela ne doit toutefois pas nous faire oublier qu'il y a eu, depuis décembre, d'autres développements moins favorables, qui doivent nous faire réfléchir lorsque nous évaluons la situation pour en tirer des conclusions en vue de notre attitude vis-à-vis des négociations Est-Ouest. Nous savons très bien que des états de tension existent dans différentes parties du monde. En Europe même, nous ne pouvons pas dire que tout avance dans la bonne direction, c'est-à-dire dans le sens de l'établissement de rapports sûrs entre Etats souverains et libres.

Malgré cela, nous demeurons profondément convaincus que la voie de la réduction des tensions reste la seule possible pour l'Alliance, parce qu'elle correspond non seulement aux intérêts de ses membres, mais aussi aux intérêts généraux de l'humanité. Une telle politique n'admet pas de solutions de remplacement. Elle doit être menée par une stratégie de mouvement, en ayant recours, soit au développement des relations bilatérales, soit à des contacts, à des explorations ou à des négociations dans des domaines concernant plus directement les problèmes de la sécurité.

Les résultats concrets et le développement graduel des négociations, y compris celles qui se développent entre les deux plus grandes puissances, nous permettront de dégager, au fur et à mesure, les possibilités d'établir un nouvel ordre de paix, tel que nous le souhaitons.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

M. MORO (Suite)

Depuis un an, une fois que la phase la plus aiguë de la crise liée aux événements tchécoslovaques a été surmontée, nous assistons à la relance, de la part des pays de l'Est, des propositions en vue d'une conférence européenne, relance qui a trouvé un nouvel essor au cours de la réunion du Pacte de Varsovie en mars 1969. Nous avons essayé de comprendre les motifs qui ont inspiré la reprise de cette initiative, ainsi que le but qu'elle vise. Nous avons essayé également de préciser à nos interlocuteurs des pays de l'Est notre position sur ce problème. C'est dans ce sens que nous avons oeuvré à l'occasion, entre autres, des récentes visites à Sofia et à Budapest, dont nous avons d'ailleurs tiré des éléments d'évaluation intéressants.

Notre position de fond me paraît devoir viser à introduire des éléments dynamiques dans une conception statique de la stabilité européenne, telle que l'est sans doute la conception soviétique. Nous ne pouvons pas accepter sans des réserves évidentes l'idée de sécurité qui nous est proposée par le bloc oriental. L'Union soviétique, en insistant pour obtenir la reconnaissance de la réalité européenne issue de la dernière guerre mondiale, réalité que d'ailleurs personne aujourd'hui ne met en question, semble viser, au fond, à un partage de l'Europe en deux blocs. Cela causerait une limitation sensible des échanges humains et de toute dynamique politique, qui, tout en ne mettant pas en question les équilibres nécessaires, introduirait au contraire dans les relations entre les peuples un élément de mouvement et de renouveau à la mesure d'un moment aussi créateur de l'histoire que l'époque présente.

Ceci dit, il nous semble que la recherche d'une stabilité européenne doit constituer un processus graduel, destiné à atteindre des niveaux successifs de confiance croissante et de coopération européenne plus large et plus libre.

Les nombreuses initiatives de l'Allemagne fédérale visant à normaliser la situation en Europe centrale nous semblent justement aller dans ce sens. C'est pour cela que nous avons apporté, dès le début, nos encouragements et notre appui à ces initiatives, ainsi qu'aux efforts faits par le gouvernement allemand pour développer les rapports interallemands, qui ont évidemment une nature particulière. De telles initiatives ont d'ailleurs, en ce qui concerne l'aspect plus sensible des relations en Europe, un but identique à celui que l'on peut attribuer au premier point de l'ordre du jour de la conférence européenne envisagée.

A cet égard, il est difficile de penser que l'on puisse avancer vers une négociation de ce genre sans avoir auparavant enregistré quelque accord, au moins sur les principes, dont la valeur serait grande, surtout au point de vue politique et psychologique, dans les contacts qui ont lieu dans le cadre quadripartite et dans celui de la politique à l'Est.

M. MORO (Suite)

C'est dans cette perspective dynamique et ouverte que l'Italie envisage l'idée d'une conférence générale sur les problèmes de l'Europe. La question a été examinée et discutée en décembre à Bruxelles. Je crois que parmi les éléments de la situation internationale, telle qu'elle a évolué depuis lors, il n'y en a aucun qui soit de nature à mettre en question le fondement des conclusions auxquelles nous étions parvenus. Ces conclusions sont donc toujours valables : nous continuons à croire que la conférence devrait constituer un effort considérable et progressif vers l'établissement d'une paix stable en Europe. Nous ne pensons pas qu'il doive s'agir d'une négociation de bloc à bloc, tout en constatant que ces blocs existent, qu'il est souhaitable qu'ils mènent une politique de détente, et qu'il serait dangereux de modifier d'une façon subite un équilibre qui, au fond, a maintenu la paix sur notre continent pendant vingt-cinq ans. A cet effort doivent en tout cas être associés aussi, comme nous l'avons maintes fois répété, les pays neutres ou non alignés.

Par contre, lorsque nous disons que la conférence doit être bien préparée, ce n'est aucunement parce que nous voulons écarter cette possibilité. Au contraire, nous entendons par là que le temps doit être mis à profit pour établir un ordre du jour acceptable, qui nous amène progressivement à aborder tous les thèmes essentiels de l'Europe, parmi lesquels je considère que l'intégration européenne doit avoir sa place : intégration économique et politique pour la construction d'une communauté occidentale ouverte, dont l'existence ne pourra que faciliter le dialogue avec l'Est.

Voilà aussi pourquoi nous insistons pour que soit proposée à l'Est une réduction équilibrée des forces, ce qui relancerait une initiative prise depuis longtemps par l'Alliance atlantique en vue d'abaisser le niveau des armements et de réduire leur coût.

Cette offre négociable sur une réduction équilibrée des forces, qui devrait compléter les négociations SALT et prendre cette fois une évidence particulière, pourrait s'inspirer de certains principes généraux dont je ne soulignerai que les plus importants.

Sans entrer dans le détail de la conception d'une négociation, ni des formules et des modèles qui pourraient s'appliquer à un accord de réduction des forces, nous devrions avant tout donner un sens concret à notre initiative : les dirigeants des pays occidentaux devraient faire une déclaration ferme allant au-delà de ce qui a déjà été proposé dans les déclarations de Reykjavik et de Bruxelles.

M. MORO (suite)

Nous sommes favorables au projet de déclaration préparé par les Représentants permanents, justement parce qu'il nous semble répondre de façon adéquate à ces idées. L'élaboration ultérieure de nos idées au sein de l'Alliance en ce qui concerne des réductions équilibrées de forces sera naturellement facilitée par les réactions qu'il sera possible d'enregistrer au cours des contacts exploratoires avec l'Est, qui devraient comme nous le souhaitons, commencer au plus tôt.

Parmi les points que l'Alliance pourrait proposer à l'autre partie d'explorer, il en est toutefois d'autres auxquels il convient aussi d'attacher une importance particulière.

A notre avis, dans la perspective globale d'une négociation ample et de longue durée, l'Occident doit être prêt à offrir un éventail de sujets sur lesquels une négociation concrète puisse être entamée en vue de régler progressivement les problèmes essentiels. Notre Alliance dispose déjà d'une ample documentation concernant les points pouvant faire l'objet d'une négociation. Je me bornerai à citer le code de bonne conduite, ou les mesures prévues dans le secteur économique, dans le secteur militaire et dans le domaine des rapports humains.

Le code de bonne conduite nous ouvre peut-être la voie d'un éclaircissement de ce que l'on appelle désormais la doctrine de la souveraineté limitée.

Une définition, acceptée par tous, du principe d'une coexistence vraie et libre pourrait constituer une nouvelle garantie et le fondement d'une renonciation véritable à l'emploi de la force en toute circonstance. Si l'Union soviétique refusait d'accepter une pareille définition, on devrait en tirer la conclusion qu'il existe encore des difficultés sur notre chemin. Le thème de la renonciation à l'usage de la force, qui est, sans doute, un sujet important des négociations actuellement en cours entre l'Est et l'Ouest, prendrait aussi une plus grande clarté dans le cadre d'un code de bonne conduite.

L'offre négociable de l'Alliance pourrait être complétée par deux autres sujets : le développement de la coopération économique, technique et culturelle ; la coopération dans le domaine de la préservation du milieu humain face aux défis de la société moderne.

Nous insistons surtout sur le côté culturel, qui devrait permettre d'ouvrir davantage aux grands courants de la pensée des sociétés encore trop fermées sur elles-mêmes.

M. MORO (Suite)

Quant au deuxième sujet, l'Italie est pleinement consciente de l'importance toujours croissante des défis de la société moderne, qui sont en train d'affecter les aspects les plus divers de la vie contemporaine, ainsi que de la nécessité de tout mettre en oeuvre pour tâcher de trouver une solution aux problèmes qui en découlent.

Ce sont là les raisons pour lesquelles nous avons accueilli avec faveur, en avril 1969, l'initiative du Président Nixon visant à donner une troisième dimension sociale à l'Alliance, en la liant étroitement à la recherche de solutions modernes et efficaces pour les problèmes les plus aigus ayant trait au milieu humain.

J'ai voulu esquisser ce tableau, car j'estime que l'on devrait, en premier lieu, s'arrêter sur la question de fond d'une négociation possible, car je suis convaincu que la procédure ne peut que refléter des choix en ce qui concerne le fond. Mais sans vouloir m'attarder sur cet argument, qui a été amplement débattu par les Représentants permanents, je voudrais dire qu'en matière de procédure, il serait bon de s'en tenir à une conception pragmatique de ce qu'il conviendrait de faire.

Un premier sondage permettrait de connaître la disponibilité politique des pays intéressés à s'engager dans une négociation concrète sur des questions concrètes. C'est à nous qu'il appartient de décider à qui l'on doit confier la tâche d'effectuer ce sondage. Ce qui est plus important, toutefois, c'est de déterminer de façon précise le thème de négociation qui pourrait être proposé et la méthode à adopter pour s'assurer que de notre côté il existe une réelle volonté de négociation. A cet effet, nous croyons qu'il faudrait mettre en évidence la réduction équilibrée des forces, car le commencement éventuel d'un processus de désarmement, tout en étant limité et en portant sur une zone géographique spécifique, prouverait une volonté effective de détente. Si ce premier sondage donnait des résultats favorables, on pourrait parvenir à un point où le contact multilatéral trouverait sa pleine justification.

Même au sujet de ce contact multilatéral, qui constituerait la seconde phase d'une procédure telle que nous pouvons l'entrevoir aujourd'hui, plusieurs hypothèses ont été avancées. Il me semble que l'on pourrait envisager, par exemple, une réunion de travail au niveau technique, dans une capitale déterminée, à laquelle participeraient les ambassadeurs, assistés d'experts. Cette réunion devrait garder un caractère ouvert et non formel, de façon à ne pas imposer une solution préalable à certains problèmes délicats. Limité à la recherche des modalités de négociation et du moment opportun, ce contact multilatéral ne risquerait pas de se transformer, d'une manière imperceptible et automatique, en une conférence ou en une préconférence, et d'enregistrer peut-être un échec qui pourrait alourdir l'atmosphère internationale.

M. MORO (suite)

Je voudrais toutefois insister sur la nécessité d'un processus par étapes : la première de ces étapes serait le sondage que je viens de mentionner, la deuxième la réunion des Ambassadeurs, qui conduirait, si possible, à une troisième et dernière phase : celle de la véritable négociation et de l'éventuelle Conférence.

Si l'Occident demeure pleinement conscient des principes qui doivent inspirer son action et s'il se déclare fermement convaincu de la nécessité de maintenir le dialogue, grâce à des propositions qui ne soient pas dilatoires, tout en se fondant sur la réalité, je crois que nous pourrions affirmer que nous avons fait un bon travail au cours de cette session et que nous avons contribué, au moins de notre côté, à faire progresser, comme nous le souhaitons, la détente et la recherche de la paix.

Après avoir traité des rapports Est-Ouest, je voudrais maintenant aborder l'un des sujets les plus importants de nos débats : la situation en Méditerranée.

Depuis notre dernière réunion atlantique, comme le prouve d'ailleurs les documents que nous sommes appelés à approuver, la situation dans cette zone géographique s'est aggravée et est devenue une source de vive préoccupation. Je crois nécessaire d'appeler tout particulièrement l'attention du Conseil sur ce point, étant donné que c'est dans le secteur du Moyen-Orient que se dessine une manœuvre d'encerclement de la part de l'Union soviétique, manœuvre dont la portée stratégique, politique et économique est évidente, tandis que l'on peut considérer que dans les autres secteurs de l'échiquier atlantique la situation s'est stabilisée.

La présence navale soviétique en Méditerranée ne constitue pas un fait sans précédent dans l'histoire. Dans le passé aussi, la Russie a envoyé ses flottes, aussi bien dans la Méditerranée que dans d'autres mers. Le fait nouveau est représenté par la possibilité qu'ont aujourd'hui les Soviétiques de disposer d'une concentration permanente de forces et de bases dans cette mer. C'est donc la pénétration soviétique qui doit représenter une source de préoccupation majeure ; les signes en sont évidents et multiples. Dans certains pays méditerranéens, l'Union soviétique s'est déjà installée ; dans d'autres, sa présence est en train de s'accroître ; dans d'autres pays encore, où les régimes au pouvoir sont encore favorables à l'Occident, des forces sont de plus en plus sollicitées à introduire des changements aptes à accroître l'influence soviétique.

A la base de cette évolution, il y a sans doute la volonté de puissance soviétique, mais on ne peut pas nier qu'une telle expansion de l'Union soviétique a été facilitée surtout par la continuation et par l'aggravation du conflit israëlo-arabe.

I. MORO (Suite)

Depuis la crise de Suez, pendant laquelle l'aide de Moscou a surtout été diplomatique et économique, nous sommes parvenus à la phase actuelle d'appui militaire direct ; cela se concrétise par une intervention toujours plus active de l'URSS dans le conflit israëlo-arabe. L'aggravation de la situation ne se limite pas à cet aspect. La non-application de la Résolution 242 du Conseil de sécurité a créé des conditions plus favorables pour que le mouvement de résistance palestinien se développe jusqu'à être à même de conditionner la politique des gouvernements arabes.

La résistance palestinienne a mis en lumière, dans le monde arabe, des forces nouvelles qui, actuellement, opèrent toutes contre l'Occident, soit par leur orientation idéologique, soit par leur opposition aux régimes des pays arabes encore liés à l'Occident. La résistance palestinienne est, en effet, l'élément qui mine progressivement la Jordanie et qui met actuellement en question la survie même du Liban.

Si nous analysons plus à fond la situation, nous devons constater que tous ces dangers, et l'influence soviétique toujours plus répandue, ne peuvent pas trouver de remèdes appropriés dans le recours à la force, ni dans la relance des pactes militaires.

A notre avis, c'est surtout dans le domaine politique qu'il faut agir de manière à créer des conditions qui facilitent le détachement des pays arabes d'une tutelle qu'ils considèrent actuellement comme indispensable, mais qui leur est néanmoins onéreuse et encombrante.

On a forcément l'impression que les Soviétiques n'ont aucun intérêt à voir réglé le conflit israëlo-arabe, qui favorise tellement leur pénétration au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Cela ne devrait être qu'une raison de plus pour nous amener à insister afin qu'une solution soit trouvée sur la base d'une application intégrale de la Résolution 242 du Conseil de sécurité, qui, si elle est correctement interprétée, nous paraît offrir la possibilité de concilier les exigences fondamentales des parties opposées.

C'est pour m'informer du point de vue du gouvernement égyptien sur une conciliation possible entre les exigences des parties en cause que je me suis rendu ces jours derniers au Caire, et je voudrais vous faire brièvement connaître les impressions que j'ai apportées de la capitale égyptienne. Je vous parlerai surtout de ce que m'a dit le Président Nasser. Il ne m'a pas caché qu'il avait dû confier la sécurité de son pays à l'Union soviétique, en affirmant que, en tant que responsable de la survie de son peuple, il n'avait pas d'autre choix.

M. MORO (Suite)

Il a admis franchement que l'influence soviétique pourra même augmenter tant qu'Israël continuera d'avoir une forte supériorité militaire et que ses chefs ne voudront pas faire le nécessaire pour le rétablissement de la paix. La condition fondamentale de la paix est l'acceptation formelle par Israël de la Résolution du Conseil de sécurité du 22 novembre 1967, que l'Egypte a accepté. Une des clauses de cette Résolution, celle qui, selon le gouvernement égyptien, demande le retrait des Israéliens de tous les territoires occupés, n'est pas négociable ; toutefois, Nasser m'a fait remarquer que le plan Rogers n'a été ni accepté, ni repoussé par l'Egypte. Sur le problème des réfugiés palestiniens, le Président Nasser m'a donné l'impression de comprendre que leur afflux excessif en Israël mettrait en danger l'existence de cet Etat en changeant son caractère national. Nasser s'est déclaré disposé à signer un document solennel, qui serait déposé aux Nations Unies, par lequel Israël accepterait le principe de l'évacuation totale des territoires arabes occupés. La République Arabe Unie reconnaîtrait les lignes dites d'armistice comme frontières définitives d'Israël. Il n'y aurait pas, dans l'immédiat, d'établissement des relations diplomatiques. L'Egypte accepterait aussi différentes formes de garantie internationale de la paix au Moyen-Orient, par exemple la démilitarisation de certaines zones, la présence de forces de l'ONU, une garantie du Conseil de sécurité ou de certaines puissances. Il ferait parvenir à mes collègues, par les voies diplomatiques, quelques autres détails sur la teneur de mes conversations au Caire. Je voudrais dire qu'à mon sens, nous sommes en présence de faits nouveaux, entre autres le fait que les parties en cause se trouvent maintenant dans une impasse du point de vue militaire. Ce fait nouveau mérite, à mon avis, d'être sérieusement pris en considération. La position de Malte est un autre aspect de la situation sur ce même échiquier, et là je crois nécessaire d'appeler l'attention du Conseil. Si l'équilibre de la Méditerranée n'était pas troublé, on pourrait peut-être ne pas tenir compte de l'importance politique et stratégique de cet archipel. Dès lors, cependant, que le front politique s'étend sur la rive méridionale de la Méditerranée, la position de Malte devient essentielle pour la défense de l'Europe. Nous devrions certainement espérer que la valeur stratégique de ce groupe d'îles demeure un souvenir historique, mais, à l'heure actuelle, il nous paraît indispensable de déployer tous nos efforts pour éviter qu'à cause de difficultés économiques intérieures, un gouvernement maltais sans appui concret de la part de l'Occident ne cède à la tentation, déjà éprouvée il y a douze ans, au cours des négociations avec Londres, d'ouvrir ses ports, ses chantiers et ses aéroports aux Soviétiques. Pour ces derniers, la possibilité d'utiliser un point d'appui aussi important dans la zone centrale de la Méditerranée constituerait un succès d'une importance capitale.

M. MORO (Suite)

Le problème de la Méditerranée représente actuellement un thème fondamental de l'Alliance : la sécurité de l'Europe entière. Il est suffisant de s'arrêter sur les conséquences qu'un glissement de Malte vers la sphère d'influence soviétique pourrait avoir, par exemple, sur la position de pays non atlantiques tels que la Yougoslavie et l'Albanie - soumis aujourd'hui à des formes différentes de pression soviétique - pour se rendre compte combien il est urgent pour nous tous de bien prendre en considération la situation globale de la Méditerranée. En nous préparant à l'ouverture d'un dialogue sur la sécurité et la coopération en Europe, nous ne devons pas oublier ce fait : la sécurité en Europe est, comme la paix, indivisible. Merci Monsieur le Président.

M. BROSIO

Merci beaucoup M. le Ministre.

Maintenant, M. THORN voudra bien m'excuser de ne pas lui avoir donné la parole le premier.

Je propose donc maintenant de lui donner la parole, puis après M. THORN, à M. ÇAGLAYANGIL, ensuite à M. STRAY, M. HARTLING, M. LUNS, M. SHARP, M. PATRICIO, M. Maurice SCHUMANN, M. PIPINELIS, et enfin, pour clore la séance comme il l'a ouverte, à notre président M. JONSSON. Si vous le permettez, je donne donc la parole à M. THORN.

M. THORN

Je vous remercie M. le Président.

Désireux de m'associer aux compliments présentés par les orateurs de la matinée, j'aimerais, à travers M. Moro, remercier, moi aussi, le gouvernement italien pour l'accueil particulièrement chaleureux qu'il a réservé à cette conférence ministérielle et j'aimerais aussi, M. le Secrétaire général, vous présenter mes compliments, non seulement pour l'excellent discours que vous avez fait ce matin, mais surtout pour le travail de synthèse sur lequel nous nous appuyons tous dans nos interventions.

Une politique en général, et dans les domaines qui nous préoccupent en particulier, c'est-à-dire dans les domaines des affaires étrangères et de la défense, n'a d'effet que si elle n'est pas sclérosée mais dynamique, d'une vigueur équilibrée, s'adaptant constamment aux changements en vue d'en influencer les conséquences.

II. THORN (Suite)

D'une part, il s'agit pour nous tous, de faire ici, aujourd'hui, en commun, l'analyse de la situation internationale et d'autre part, de tirer de cette analyse des conclusions pratiques, tant sur le plan de l'Alliance, que sur le plan gouvernemental ou intergouvernemental, sans oublier la position que nous adopterons publiquement pour le communiqué que nous sommes amenés à publier, ce communiqué doit refléter pour nos peuples, l'image actuelle de l'Organisation.

Plusieurs critères pourront orienter l'analyse, et donc, les conclusions et le communiqué que je viens de mentionner. D'abord, en ce qui concerne les buts fondamentaux de l'Alliance. Ils restent, me semble-t-il, tels qu'ils ont été définis dans le Rapport Harmel sur les futures tâches de l'Alliance, à savoir axés sur la défense et la détente. D'après notre conception et notre conviction, les deux notions sont complémentaires ; ceci ne veut évidemment pas dire qu'elles aient valeur et fonction égales : les efforts collectifs de défense sont seulement le support et la condition d'une action politique plus efficace, puisque moins limitée.

En ce qui concerne les objectifs fondamentaux qui inspirent l'attitude de l'Union soviétique et des autres pays du Pacte de Varsovie, ils n'ont, nous semble-t-il, pas changé. A l'arrière plan de toute leur politique, il y a sans aucun doute la recherche du triomphe final du communisme dans le monde entier. Plus circonscrit dans l'espace et dans le temps, on reconnaît nettement le désir de voir consacrer actuellement le statu quo en Europe, ce qui est d'ailleurs dans l'intérêt de l'Union soviétique. L'URSS est-elle prête à faire des concessions satisfaisantes en échange de la stabilisation de la situation en Europe ? La conclusion du nouveau Traité d'amitié et d'assistance entre l'URSS et la Tchécoslovaquie permet d'affirmer qu'en tout cas, l'URSS n'est pas disposée à relâcher son emprise sur l'Europe de l'Est et ne permet pas de voir quelles concessions les Soviétiques seraient prêts à faire.

Enfin, il y a un troisième facteur qui compte pour nous, c'est l'évolution de l'opinion publique, telle qu'elle s'exprime dans les pays démocratiques, c'est-à-dire dans les parlements, la presse, la radio, les sondages d'opinion etc. En tant qu'hommes politiques démocratiquement élus, nous sommes obligés d'en tenir compte, voire de profiter des impulsions que l'opinion publique peut nous donner. En tant qu'hommes d'Etat responsables, nous nous devons par ailleurs de guider cette opinion publique et, si le besoin s'en faisait sentir, de la freiner.

M. THORN (Suite)

Quid, dans cette optique, de la sécurité européenne ? Cette notion évoque immédiatement deux sortes de problèmes : d'une part, la réunion d'une conférence de sécurité européenne, envisagée du point de vue de la méthode ou de la procédure, et d'autre part, la discussion des problèmes de fond liés à cette sécurité européenne. En termes plus généraux donc, ce sont les procédures et les sujets de négociation que je ne propose d'évoquer brièvement.

L'attitude des pays de l'Est paraît claire : ils désirent, au moins en majorité, la réunion d'une grande conférence sur la sécurité européenne, dans les délais les plus brefs. Je dis la majorité, car il me semble que l'URSS pose un point d'interrogation. Peut-être serait-elle en effet plus intéressée par le rejet de toute idée de conférence par les membres de l'Alliance que par l'organisation d'une telle conférence ; chacun se fera une idée à ce sujet. D'après les indications les plus récentes, la majorité des satellites de l'URSS restent aussi fermes dans leurs intentions qu'il y a un an, ceci probablement pour gagner un peu de liberté vis-à-vis de la puissance tutélaire.

Le peu de consistance de l'ordre du jour cependant proposé par ces pays peut s'expliquer de différentes façons : peut-être s'explique-t-il par le fait que leur objectif essentiel est du domaine de la procédure, la réunion d'une conférence devant leur offrir un forum de propagande, mener à la consécration du statu quo et relever le statut international de la RDA. Peut-être aussi ce vague dans la formulation est-il tout simplement dû au fait qu'à l'intérieur du Pacte de Varsovie, l'URSS ne permet pas à ses satellites de prendre des initiatives plus audacieuses. L'Alliance ne peut évidemment pas les suivre dans cette voie. Ce que nous désirons - une détente réelle, une solution durable des problèmes européens - ne peut être obtenu par une conférence de façade. Je continue à penser, comme tous les orateurs l'ont dit ce matin, et en particulier M. Rogers, qu'une conférence ne serait acceptable par nous que si elle était soigneusement préparée et que s'il y avait des indices permettant d'augurer raisonnablement d'une issue heureuse. Je voudrais rappeler, à cet égard, que selon notre conception dynamique des problèmes de la sécurité européenne, il importe de ne pas s'attacher à une procédure particulière, rigide, définie une fois pour toutes. La conférence proposée n'est qu'une des voies possibles ; au stade actuel, on peut en concevoir d'autres. De toute évidence, il y a dans la plupart de nos pays de fortes pressions en faveur, sinon d'une réunion rapide d'une grande conférence, tout au moins d'un travail sérieux, exploratoire.

M. THORN (Suite)

Des mouvements d'opinion largement majoritaires ne se satisfont pas des tractations diplomatiques, dont ils ne saisissent, bien sûr, pas toujours les arcanes, et réclament des initiatives multilatérales. En leur refusant toute satisfaction, nous risquons certainement de nous faire accuser de favoriser l'immobilisme et de priver peu à peu l'OTAN d'une partie de l'appui de l'opinion publique dont elle n'a que trop besoin et du soutien de la génération montante.

La conclusion que je tirerai sera nuancée, parce qu'elle essaiera de concilier les différents éléments dont je viens de parler. Fondamentalement, nous devons faire preuve d'imagination ; nous ne pouvons pas être prêts à envisager dès maintenant la réunion de n'importe quelle conférence. Il est nécessaire, cependant, d'aller au-delà de ce qui a été dit dans notre communiqué de décembre. Je pense que nous en sommes tous conscients.

Quoi de mieux, alors, que de multilatéraliser le dialogue, et cela au stade exploratoire, comme l'a recommandé, entre autres, M. Stewart, en précisant que nous voulons mettre à l'épreuve les intentions réelles de l'autre partie afin de créer les meilleures chances de succès pour la solution des problèmes européens ? Lorsque nous discuterons du communiqué, mon choix s'inspirera évidemment du principe que je viens d'énoncer, et c'est dans cette optique que j'appuie la proposition belge, qui, si je l'ai bien comprise, n'envisage pas de préconférence, c'est-à-dire de conférence qui aurait les inconvénients d'une conférence sans en avoir éventuellement les avantages, mais essentiellement un groupe de travail exploratoire dénué de toute publicité, comme l'a dit M. School, à l'image des travaux préparatoires de SALT, qui permettrait de voir si une conférence peut sérieusement être envisagée.

Après avoir parlé de la procédure, je traiterai du fond, c'est-à-dire des sujets de négociations éventuels avec l'Est. Je me limiterai aux questions qui font déjà partie du domaine de la discussion et de l'exploration nationales et internationales et, pour gagner du temps, je dirai que, en général, je ne référerai aux suggestions faites à ce propos par M. le Président Moro.

Il y a d'abord, bien sûr, la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Il s'agit là d'un vieux cheval de bataille, dont le maintien dans notre arsenal reste, hélas, cependant justifié. Des réductions substantielles auxquelles nous aboutirions à la suite de négociations dûment préparées et entourées de toutes les précautions requises seraient dans notre intérêt évident, étant bien entendu que le principe directeur devra toujours rester celui de tenir en échec toute puissance militaire de l'autre côté du rideau de fer.

M. THORN (Suite)

L'opinion publique est sûre de soutenir ici une cause aussi populaire ; elle ne comprendrait pas que nous n'y insistions pas. Que l'URSS y soit manifestement peu encline, cela ne devrait pas engendrer des hésitations chez nous, tout au contraire. Ce matin, H. Scheel a dit que d'après ses derniers renseignements, apparemment d'après la communication de l'Ambassadeur soviétique, l'URSS serait intéressée par ce sujet. H. Kossyguine et M. Gromyko n'ont au contraire dit, lors de ma visite en URSS, qu'ils n'étaient pas intéressés par cette réduction mutuelle et équilibrée des forces, mais peut-être ont-ils évolué depuis. Dans l'optique des pays dits "socialistes", la renonciation au recours à la force et la coopération économique, sociale et technologique ne serviraient guère que de prétextes à la réunion d'une conférence. Pour nous, au contraire, une critique constructive servira à donner un contenu réel à ces deux points. Il est inutile de répéter ici l'excellente analyse de nos amis belges, qui est annexée au rapport sur les procédures de négociations. Il me semble que nous n'aurions rien à perdre dans des conversations exploratoires, à condition qu'elles ne soient qu'exploratoires, multilatérales avec les pays de l'Est. Si nous réussissons à donner en commun à ces deux points un contenu réel, tant mieux. Si, au contraire, les pays de l'Est ne sont pas d'accord pour discuter sérieusement des principes fondamentaux qui devraient régir la vie internationale, ce code dont parlait M. le Président Moro - et la récente signature du traité "d'amitié" entre l'URSS et la Tchécoslovaquie n'incite pas à l'optimisme - nous aurons au moins réussi à faire éclater la bulle de savon qu'ils font miroiter aux yeux de notre opinion publique.

D'autre part, comme M. Rogers, je pense que des questions d'environnement se prêtent particulièrement bien à une exploration avec l'Est. A Moscou, les dirigeants soviétiques nous ont dit qu'ils n'étaient pas intéressés par l'inscription de ce point à l'ordre du jour d'une conférence qui risquerait de s'enliser dans la technocratie, mais nous avons reçu des marques d'intérêt de la part de certains autres pays du Pacte de Varsovie.

En conclusion, et pour abrégé, je voudrais faire une remarque qui sous-entend d'ailleurs l'ensemble des observations que j'ai faites : l'OTAN n'a d'avenir que si elle fait partie des structures sociales et politiques acceptées par nos pays et nos démocraties parlementaires. Or, elle ne sera acceptée que si son comportement n'est pas exclusivement passif ou attentiste. Nous n'avons aucune raison de craindre les pays de l'Est sur le terrain politique et diplomatique. Une attitude d'ouverture, prudente et raisonnée, dans ces domaines, ne comporte pas de risques, alors qu'elle peut procurer un supplément d'appui public à notre Alliance. Cela à son tour rendra plus facile l'acceptation de sa mission défensive sur le plan militaire. Certains regretteraient qu'une pareille conférence et un dialogue Est-Ouest soient envisagés entre des blocs. Nous ne sommes certes pas partisans de voir l'Europe se figer dans des blocs, mais on attend une réponse de l'Alliance, et je pense que ce bloc que constitue l'Alliance doit donner sa réponse, même si elle associe les neutres.

M. THORN (Suite)

Cette remarque me permet de saluer avec faveur et approbation la décision d'entreprendre une étude d'ensemble des problèmes de défense de l'Alliance dans les années soixante-dix. Cette question n'est pas à notre ordre du jour, mais je me devais de la mentionner au passage, étant donné qu'il s'agit du deuxième pilier de notre politique.
Merci Monsieur le Président.

M. BROSIO

Merci beaucoup, M. le Ministre. Monsieur Çaglayangil, s'il vous plaît.

M. ÇAGLAYANGIL

M. le Président, je voudrais à mon tour exprimer au gouvernement italien les remerciements de ma délégation pour l'hospitalité chaleureuse qui nous a été réservée dans cette belle capitale. Je voudrais également, comme les orateurs qui m'ont précédé, souhaiter la bienvenue à nos distingués collègues de la Norvège et du Portugal qui participent à nos travaux pour la première fois.

La session ministérielle de printemps se réunit à un moment et dans des circonstances d'une importance exceptionnelle. Une grande responsabilité pèse sur nos épaules à cet égard, celle de déterminer la meilleure politique à suivre par l'OTAN dans la délicate conjoncture actuelle, sans porter atteinte aux deux aspects fondamentaux et complémentaires de notre Alliance : la défense et la détente. Il s'agit, en d'autres termes, de trouver le juste milieu qui consiste à faire preuve d'initiative sur le terrain de la détente sans mettre en danger notre défense.

La tâche qui nous incombe est d'autant plus ardue que la situation internationale présente des signes évidents d'instabilité. Nous assistons, en effet, d'une part à une recrudescence des hostilités au Moyen-Orient et dans le sud-est asiatique, et d'autre part à une certaine tendance au dialogue qui se fait jour en Europe, comme en témoignent les négociations entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur la limitation des armes stratégiques, les conversations à quatre sur Berlin, ainsi que l'initiative courageuse et imaginative de l'Allemagne fédérale d'entreprendre des négociations avec certains pays de l'Est.

C'est dans cette dernière perspective qu'il convient d'envisager les négociations sur les questions intéressant la sécurité européenne. En effet, contrairement à ce qui se passe dans d'autres régions du monde, il y a, en Europe, une tendance plus marquée au dialogue, grâce à l'initiative des pays occidentaux. Il serait, certes, contraire aux réalités d'entretenir un espoir exagéré sur les chances de parvenir à une solution rapide et durable des différends qui séparent l'Est et l'Ouest sur les problèmes fondamentaux du Continent.

M. ÇAGLAYANGIL (Suite)

Les expériences du passé récent, y compris le dernier traité soviéto-tchécoslovaque, ne peuvent pas manquer de nous inciter, à une certaine prudence. Mais le fait est que l'initiative de conférence prise par les pays du Pacte de Varsovie a un certain caractère spectaculaire qui leur a permis de marquer un succès assez considérable sur le plan de la propagande. Il serait bien avisé de notre part d'envisager la question sous le même aspect sans pour autant négliger notre objectif principal, qui est d'amener les pays de l'Est à discuter sérieusement des problèmes fondamentaux.

Cela étant, je crois que la meilleure politique à suivre pour répondre à leur initiative serait d'adopter une position souple en ce qui concerne la procédure, sans céder sur l'essentiel. Autrement dit, nous devons à la fois faire preuve de prudence et d'imagination.

C'est en partant de cette idée de base que nous avons avancé une suggestion de procédure en trois étapes. Il s'agit d'entreprendre des contacts multilatéraux de caractère exploratoire en vue de définir une conférence avec un seul point à son ordre du jour : l'établissement d'une commission de durée limitée où toutes les questions intéressant la sécurité européenne et le problème de coopération seraient débattus.

Le but des contacts exploratoires ne serait pas d'engager des discussions sur le fond même des sujets qui doivent être négociés uniquement par la commission, mais de parvenir à un accord sur le schéma que je viens de décrire.

Ce n'est pas une proposition originale mais plutôt une idée de synthèse. C'est pourquoi d'ailleurs nous l'avons introduite assez tard dans la phase préparatoire qui a précédé la session ministérielle. Elle nous a été inspirée, d'une part par le remarquable document sur les procédures de négociation, et d'autre part par nos récents contacts avec les dirigeants polonais et roumains. Nous avons, en effet, constaté chez nos interlocuteurs une très nette tendance à mettre l'accent sur les préparatifs des négociations. Il nous a semblé que l'OTAN pourrait mettre à profit ces nuances.

Certes, toute entreprise a ses risques, mais la formule que nous proposons allie, nous semble-t-il, le maximum d'avantages et le minimum d'inconvénients.

On pourrait objecter que la proposition ne tient pas compte de la phase préparatoire, qui peut être pleine de risques. Je répondrai à cela que cette phase, de même que la phase ultérieure, ne seront envisagées qu'au cas où les sondages préliminaires seraient encourageants, c'est-à-dire au cas où les pays de l'Est consentiraient à inclure dans les négociations nos propositions et notamment la réduction mutuelle et équilibrée des forces.

M. ÇAGLAYANGIL (Suite)

Je voudrais, dans ce contexte, faire aussi quelques remarques d'ordre général sur le communiqué que nous allons publier.

Il semble que chacun soit d'accord pour estimer que le ton de ce communiqué soit positif, sans être indûment optimiste ni par trop polémique. Je me rallie sans réserve à ce point de vue. En ce qui concerne notre attitude sur la procédure de négociation, nous pourrions nous contenter de faire une référence générale, et déclarer que nous sommes prêts à entreprendre des contacts pour fixer cette procédure. Il serait, en fait, plus indiqué à ce stade de ne pas entrer dans le détail, car cela risquerait de gêner notre liberté de manoeuvre dans les contacts que nous aurons à ce sujet avec les pays de l'Est. Par ailleurs, j'estime qu'une déclaration séparée sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces servirait à donner plus d'éclat à notre proposition. Cependant, j'ai deux observations à faire quant à son contenu : la première c'est que tous les pays intéressés par la réduction doivent prendre part aux négociations. En effet, la défense de l'Alliance est indivisible et une modification du rapport des forces dans un secteur donné ne peut pas manquer d'avoir des répercussions sur l'ensemble des secteurs. Par conséquent, on ne saurait réserver ce genre de discussions à un certain nombre de pays alors que d'autres, tout aussi intéressés par le résultat de celles-ci, en seraient exclus, ou réduits au rôle d'observateurs.

Ce que je viens de dire ne se rapporte pas au mandat qui pourrait être donné à un pays de l'OTAN pour entamer les démarches et sonder les intentions des pays de l'Est. Mon propos concerne les contacts exploratoires et les négociations proprement dites, le jour où ils deviendraient possibles.

Dans l'éventualité d'une négociation sur la réduction des forces, il faut garder à l'esprit un principe fondamental : le facteur de sécurité ne doit en aucun cas être sacrifié à la négociabilité. A ce stade de nos études, il est essentiel d'éviter de divulguer le modèle afin de ne pas donner à la partie adverse la possibilité de "dîner à la carte". Par ailleurs, la même importance doit être attribuée à l'examen de tous les modèles sans distinction.

Ma deuxième observation, c'est que la déclaration ne doit pas limiter la proposition de contacts exploratoires à la seule réduction des forces puisque ceux-ci couvriront en même temps d'autres sujets.

Là aussi, le principe de la participation de tous les intéressés aux contacts exploratoires et aux négociations s'impose.

M. ÇAGLAYANGIL (Suite)

Un autre domaine important dans lequel s'exercera l'activité de notre Alliance pour la période à venir sera celui de l'étude des problèmes de dépenses dans les années 1970.

Nous sommes d'accord pour que l'étude soit poursuivie à un niveau élevé étant donnée l'importance particulière du problème. Un rapport détaillé devrait nous être présenté, si possible en décembre prochain. En effet, le temps presse, car si des réductions unilatérales devaient être effectuées en dehors du contexte d'une réduction mutuelle, cela rendrait plus difficile la mise en pratique de la riposte graduée et nous serions obligés de renoncer au concept de la défense en avant.

L'objectif de l'étude n'est pas de modifier la stratégie actuelle, mais au contraire, de déterminer quelles sont les mesures communes à prendre pour l'appliquer convenablement. Cela est important, aussi bien du point de vue de notre sécurité que pour le maintien de la "position occidentale" à un moment où les pays de l'OTAN s'efforcent d'assurer la négociation des problèmes fondamentaux intéressant la sécurité européenne.

Par ailleurs, pour que les recherches aient un caractère objectif, l'étude doit se fonder sur une analyse des données réelles et tenir compte du fait que le but de l'étude n'est pas de justifier une réduction unilatérale. Ce n'est que plus tard que des éléments politiques pourraient y être introduits; sinon cela risquerait dès le départ de fausser l'orientation de l'étude.

Je voudrais maintenant passer à un autre sujet, le Moyen-Orient. La situation dans cette région demeure extrêmement préoccupante. Les hostilités se poursuivent sans arrêt sur la ligne de cessez-le-feu et prennent parfois le caractère de véritables opérations de guerre, comme le montre le dernier raid israélien en territoire libanais. Ces activités incessantes contribuent à envenimer davantage le climat politique, car les adversaires sont ainsi acculés à prendre des positions de plus en plus intransigeantes. Cela ne peut que servir la cause des extrémistes des deux camps, avec toutes les conséquences qu'une telle évolution peut comporter.

Par ailleurs, les conversations à deux et à quatre n'ont guère apporté, jusqu'à présent, de résultats appréciables. Les points de vue sur l'interprétation de la résolution du 21 novembre demeurent aussi divergents. Dans ces conditions, et malgré la gravité de la situation, les perspectives de paix me paraissent malheureusement pas favorables.

M. ÇAGLAYANGIL (Suite)

Les seuls pays à bénéficier dans l'immédiat de la poursuite de la crise est l'Union soviétique. L'appui militaire de plus en plus direct qu'elle apporte à certains pays arabes lui permet d'accroître son influence politique dans ces pays et lui fournit un excellent prétexte pour renforcer sa flotte en Méditerranée.

Une confrontation directe avec les Etats-Unis ne serait certainement pas dans l'intérêt de l'Union soviétique, mais la situation est tellement explosive que le danger d'une crise à la faveur d'un incident militaire ou de convulsions internes dans les pays arabes ne peut pas être tout à fait écarté. A cet égard, la situation en Jordanie et au Liban pose un grave problème. L'intérêt que commence à témoigner l'Union soviétique aux organisations palestiniennes implantées dans ces pays illustre les risques que peut comporter la situation. En effet, parallèlement à la menace que représentent ces organisations pour la stabilité intérieure de la Jordanie et du Liban, elles peuvent devenir un très dangereux foyer de complications si elles réussissent à donner au conflit le caractère d'une guerre de libération nationale, avec toutes les conséquences d'intervention extérieure que cela peut entraîner.

Dans nos contacts avec les responsables soviétiques, nous avons remarqué qu'ils se montrent eux-mêmes assez inquiets de l'influence croissante des organisations palestiniennes. Cette situation leur pose en effet un difficile dilemme : ou bien ils peuvent en refusant de les aider, perdre toute audience auprès de ces organisations et d'une partie importante de l'opinion arabe, ou bien ils peuvent être entraînés dans une aventure aux conséquences imprévisibles. Par ailleurs, les organisations palestiniennes présentent un autre risque : celui d'obliger les dirigeants arabes, et surtout Nasser, à adopter une politique d'escalade pour ne pas être accusés de complaisance envers Israël. Une telle situation entraverait leur liberté de manoeuvre, qui est déjà assez limitée, et diminuerait encore davantage les perspectives de paix.

Les livraisons d'armes aux adversaires sont un autre aspect, non moins important, de la crise. Si on ne met pas un terme à cette course régionale aux armements, l'espoir d'un règlement pacifique sera d'autant plus faible que les adversaires pourront miser sur la force militaire pour imposer leur propre solution. Afin de réduire la tension, la possibilité d'établir un contrôle sur ces livraisons devrait être recherchée.

C'est afin d'exprimer leur préoccupation devant la gravité de la situation que les chefs d'Etat et le gouvernement de l'Iran, du Pakistan et de la Turquie ont envoyé à leur réunion au sommet d'Izmir des messages au Président Nixon et au Premier Ministre Kossyguine en faisant appel à leur rôle de grandes puissances.

M. ÇAGLAYANGIL (Suite)

Je crois que personne ici n'ose espérer que cette question se règlera rapidement et radicalement, et il est tout à fait évident que l'absence de règlement équitable et durable du conflit israélo-arabe ne sert pas les intérêts de l'Alliance. Par conséquent, le problème est donc de circonscrire autant que possible le conflit afin (1) qu'il cesse de constituer une source de danger de confrontation majeure, (2) qu'il offre le moins de prise possible pour une exploitation de la situation au détriment de notre Alliance et enfin, (3) que s'établisse de part et d'autre, avec le passage du temps et des générations, un état d'esprit de plus en plus propice à un modus vivendi viable et vivable. Dans ce domaine, mon pays pas plus qu'un autre, n'a de remède miracle à proposer. Ce n'est d'ailleurs pas à coup de miracle que les problèmes politiques sont résolus. Il faut en connaître les divers éléments pour savoir si dans cette broussaille on pourrait frayer quelques modestes sentiers pour s'acheminer à petits pas vers des situations qu'on pourrait qualifier de progrès. En ce qui nous concerne, nous ne connaissons pas tous les éléments du problème.

Je voudrais dire à ce propos que nous demeurons plus convaincus que jamais de la nécessité d'avoir avec nos alliés des consultations suivies et approfondies sur cette question.

Enfin, avant de quitter le Moyen-Orient, je tiens à mentionner un autre sujet de préoccupation : celui de la présence navale soviétique en Méditerranée. C'est un problème qui touche de près notre Alliance. A cet égard, nous avons noté avec intérêt le rapport sur la Méditerranée.

Il ne sert à rien de dire dans les communiqués que la situation est grave, que nous la suivons avec vigilance, que les organes appropriés de l'Alliance sont chargés de faire des études en vue de trouver les moyens d'y faire face, de nous féliciter de la création d'une "force disponible sur appel" et d'annoncer qu'elle fera des visites plus fréquentes. Nous devons agir plus efficacement, et en parler moins.

L'essentiel c'est de renforcer nos moyens de défense et de contrôle, sans nécessairement l'annoncer ou en donner le détail. A cet égard, la Russie nous donne le bon exemple : elle agit. Elle profite de l'expression de nos inquiétudes légitimes pour renverser les rôles, afin de justifier l'extension de sa pénétration en Méditerranée.

Pour conclure, permettez-moi de parler de la question de Chypre. Deux années se sont écoulées depuis le commencement des négociations entre les deux communautés de la République de Chypre. Ces négociations, comme tout le monde le sait, visent à explorer les possibilités d'une réconciliation entre les deux communautés, et tout particulièrement à la restauration de l'Etat indépendant dont le fonctionnement constitutionnel avait été entravé depuis presque sept ans.

M. CAGLAYANGIL (Suite)

Les entretiens intercommunautaires n'ont malheureusement pas abouti aux résultats que l'on avait espérés au départ. Quelques arrangements partiels sur des questions secondaires ne sont pas de nature à colorer le tableau pessimiste qui s'est brossé autour de ces conversations. Le refus de tous les moyens et activités de l'Etat continuellement opposé à l'une des communautés ne sert qu'à consacrer la séparation.

Cette situation n'est pas seulement incompréhensible, elle est aussi injustifiable. Or, de nos jours, nous constatons que dans les Etats multinationaux, on remédie aux tendances à la séparation par des moyens juridiques efficaces et équitables. Les situations qui résultent des problèmes ethniques sont considérés d'un point de vue réaliste et constructif. Pour notre part, nous sommes convaincus que les données contractuelles et constitutionnelles qui encadrent la République indépendante de Chypre et les réalités matérielles et morales de l'île sont largement suffisantes pour l'élaboration d'une solution négociée, fondée sur les intérêts et les droits légitimes de toutes les parties en cause.

C'est dans cet esprit que je me rallie aux considérations sur Chypre et les relations turco-grecques exposées par le Secrétaire général dans son rapport de l'Examen politique annuel.

Je dois souligner en particulier que les conversations entre les deux communautés de Chypre devraient continuer et progresser dans un esprit constructif en vue de rechercher une solution rapide et pacifique. Les derniers événements survenus dans l'île ont, en effet, montré une fois de plus que la recrudescence des activités terroristes ne peut servir qu'à dresser de nouveaux obstacles sur la voie d'une telle recherche. A cette occasion, je voudrais faire l'éloge de mon éminent collègue M. Pipinelis, qui n'a cessé de maintenir le dialogue et les contacts avec nous au cours de la période de crise que Chypre vient de connaître et dont les traces n'ont pas encore été entièrement effacées. Merci, Monsieur le Président.

M. BROSIO

Merci beaucoup, Monsieur le Ministre.

Mr. BROSIO

Mr. Stray please.

Mr. STRAY

Mr. Chairman, first of all I want to thank you, and others for your kind words of welcome to me, a new member of this distinguished Council. Thank you also for your kind commemorative remarks about Halvard Lange, a great Norwegian and a staunch supporter of NATO.

The main question which has been dealt with by all the previous speakers has been the chances for detente and the prospects for further East-West contacts and negotiations. Thanks to NATO, an equilibrium of a kind has been achieved in Europe. However, none of the fundamental problems dividing Europe has so far been solved. The potential for serious conflict and crisis is still there.

We realise that the road to detente is long and difficult and there are many pitfalls to be avoided. On the one hand, we must see to it that we do not reduce our own security. On the other hand, we must avoid giving our own people, and particularly the new generation, the impression that the Alliance may actively be a barrier to detente. Furthermore, even if we realise that many of the proposals launched from the East do not represent their genuine effort to achieve a relaxation of tension, we must avoid reacting in a way which could jeopardise the prospects that may after all exist for progress in this field.

The Harmel Report contributed considerably to a strengthening of NATO's image because it reflected trends and aspirations which are increasingly making themselves felt in all member countries. Since then, the Alliance has indeed been working hard to prepare itself for an era of negotiations on a broad range of questions with the East. We should not let the initiative slip from our grasp, but should now try at this meeting to carry our work a step further. We should do so for everyone to see. To uphold general support in Europe for our Alliance in the future we think it is of paramount importance that NATO also convincingly demonstrates that the Organization is really doing its best to achieve a lasting detente in Europe.

I would like to stress that my Government attaches great significance to the bilateral and multilateral talks between East and West which have been initiated during the last six months. These talks cover problems of fundamental importance to peace and security. In our community, we should again draw attention to the importance of these talks, and stress that a positive outcome of them would make a significant contribution to detente. We agree that the major powers will have to take the lead in this process. I repeat that there is a need to engage all the nations concerned in exploratory talks, in discussion and ultimately in negotiations on questions affecting security, in co-operation in Europe, not covered by talks already under way.

[Faint, illegible text covering the majority of the page, likely bleed-through from the reverse side.]

Mr. STRAY (Contd)

Consequently, with the initiation, by NATO of exploratory talks on a multilateral basis with the Warsaw Pact countries and the non-aligned countries, the purpose should now be to explore the possibilities of meaningful negotiation at one or more conferences on European security and, if these explorations should warrant such a course, to carry out the necessary preparations for negotiations. Our views will be well known from working papers circulated in NATO and from the chapter on exploratory and preparatory arrangements proposed by the delegations of Denmark and Norway in a report to Ministers on possible procedures for negotiations with the East.

I would like to stress that what we are talking about is exploratory talks. We have no desire to rush into a conference on European security which is insufficiently prepared and without any prospects of positive results. Participation in such exploratory talks should not imply any automatic commitment to hold a security conference, but should be dependent on the outcome of the soundings. We realise that the promotion of detente is a long-term proposition. We also realise that the existing ideological and political differences between East and West impose limits on any rapprochement which will be permitted between the two camps.

We cannot be certain about the true motives behind the Soviet Union's interest in a conference on European security. We believe, however, that the majority of the countries in the East are genuinely interested in promoting detente through more extensive and multilateral contacts with the West. The exploratory arrangements which we have in mind might serve as a kind of clearing house for the many thoughts and ideas which have been put forward by the various countries in the field of security and co-operation. NATO countries should advance proposals set forth in the December declaration and which have not yet been covered by the existing negotiations.

The political risks involved in entering such consultations should be manageable. Accustomed as we are to close consultations, it should not be beyond the ability of the NATO countries to take care of their interests in exploratory talks with Warsaw Pact countries, countries seeming to pursue somewhat different goals. This outcome is all the more likely as the non-aligned countries in Europe will probably tend to support Western positions. The Norwegian Government agrees that, in such exploratory talks, mutual and balanced force reductions should play a central role. The "signals" previously given by the Alliance should be further strengthened at this meeting.

We also agree that it might be preferable to let MBFR be the subject of separate explorations. We think, however, that if we were to limit our proposals for exploratory talks to MBFR exclusively, thereby ignoring the Eastern proposals and, incidentally, all the other ideas which we presented in the December declaration, we should indeed risk defeating our own ends.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Mr. STRAY (Contd)

The countries of the East would certainly know how to exploit such a line of action to their own advantage. This does not exclude the possibility of our giving the MBFR a somewhat higher priority as far as timing is concerned. Consequently, my Government feels that in the communique from this meeting we should declare our readiness, in principle, to enter into multilateral exploratory contacts with other governments who are willing to discuss the desirability of negotiations on matters proposed by all three groups of interested states.

In general, our position is very much as expressed already by my colleagues from Belgium and Great Britain here today.

Before concluding, Mr. Chairman, I would like to mention a problem which may, in the long run, have rather serious consequences for the cohesion and security of the Alliance. NATO is not merely a defence organization, but a free association of nations determined, and here I quote from the North Atlantic Treaty, "to safeguard the freedom, common heritage and civilizations of their peoples founded on the principles of democracy, individual liberty and the rule of law". In Norway, there have been strong reactions because Greece does not today comply with these principles. In my Government's view, the time has come to give serious thought to the question of how the problem I mention can be remedied.

Mr. Chairman, as I am taking the floor in the Council for the first time, I find it appropriate to stress that the changing of the Minister of Foreign Affairs in my country is a change of person. It is not the result of a change of government or of policy. And I would like to restate my Government's belief in NATO as a vital instrument for preventing war and counteracting threats of aggression and political pressure. This is why NATO must maintain sufficient military strength in a collective defence system, and on this base explore all possibilities for a detente. Thank you.

Mr. BROSIO

Thank you very much, Mr. Minister. Mr. Hartling please.

Mr. HARTLING

Thank you, Mr. President. First of all, I should like to say how pleased we are to have this Spring Session here in Rome, and express our gratitude for the splendid hospitality shown to us by the Italian Government. Since our last meeting, developments characterized by considerable activity have been set in motion in Europe. I think I may safely say that we have never, in any previous period, between two of our meetings seen so many substantive East-West talks, on political matters as in the first five months of 1970.

I am referring not only to the dialogue which the Federal Republic has started with the Soviet Union, Poland and East Germany, but also to the Four Power talks on Berlin and the talks between the United States and the Soviet Union on the limitation of strategic arms.

Mr. HARTLING (Contd)

The Danish Government has, on several occasions, in public statements as well as when meeting the statesmen of different countries, expressed its unreserved satisfaction and sympathy with these initiatives. It is our earnest hope that the countries of East Europe will see these initiatives as a genuine attempt to thaw out the rigid fronts with the aim of strengthening co-operation, security and peace in Europe.

There is no political alternative to East-West detente, and we feel convinced that the trends of recent years in this direction, in spite of set-backs, will prove in the long run to be stronger than those pulling in the opposite direction.

There are obviously very narrow limits to the freedom of movement of the East Europeans in relation to the Soviet Union. This was clearly borne out not only by the events in Czechoslovakia in 1968 but also by the recent treaty on friendship and co-operation between the Soviet Union and Czechoslovakia, which codified the Brezhnev doctrine.

Although NATO countries should certainly go on cultivating their contacts with all countries of Eastern Europe, it should be borne in mind that fundamental problems can only be solved with the concurrence of the Soviet Union. Denmark, too, endeavours to contribute to the policy of detente through contacts at the level of Ministers and officials and through attempts to establish practical co-operation in various fields of mutual interest, such as trade, technology, science, cultural affairs and personal contacts.

There seem, however, to be certain limits to the results that can be achieved in this respect on the bilateral level. As Western co-operation during the post-war period has gradually grown, we have felt a common need to establish various multilateral bodies as frameworks for our deliberations. A similar need now seems to be arising as regards East-West relations. I do not think that we would be well advised to confine ourselves at this meeting to reiterating the statement on our willingness in principle to negotiate, which we agreed upon in December last. My Government would find it desirable that, as a supplement to the bilateral contacts, we should now make a deliberate effort to prepare the ground for a security conference or perhaps for a conference on European security and co-operation.

This Alliance must not evade its duty to explore all possible avenues for promoting constructive dialogue between East and West in furtherance of co-operation and security in Europe. It is of primary importance that we keep the initiative and that we do not confine ourselves to the actions and ideas proposed by the Warsaw Pact countries.

Mr. HARTLING (Contd)

It is on the strength of these views that in the discussions in progress preceding the Ministerial Meeting we have suggested the establishment of exploratory and preparatory multilateral arrangements for consultations for the purpose of exploring the possibilities of meaningful East-West negotiations. In our view, such a proposal would represent a move which the East would find it hard to turn down and which should not prejudice any Western position on the subjects.

Such discussions could, in themselves, create confidence and thus be beneficial for later negotiations on substance. In line with this, I support the British and Belgian ideas on multilateral explorations and on the setting up of permanent machinery in the form of a standing commission for East-West relations. These proposals could, in our opinion, help to prepare a security conference. I consider it to be important that these ideas be reflected in the Communiqué. As for the subjects to be discussed, it seems to be generally agreed in the East and West that the fundamental European security problems are not yet ripe for discussion at such a Conference. In this respect we, too, are prepared to await progress in the current bilateral and limited multilateral talks.

We also agree that the Agenda items proposed in the Prague declaration are not sufficiently substantive to warrant the holding of a conference. As we see it, the immediate task will therefore be to supplement these items in such a manner as to make the Conference meaningful. In this context, we wish to draw particular attention to the problem of mutual balanced force reductions, but other topics such as the drafting of a Code of Good Conduct and the expansion of cultural and personal contacts might also lend themselves to discussion.

Let me say with special reference to mutual balanced force reductions, that I have followed attentively and with great interest the detailed study which has been carried out since our last Ministerial Meeting. Although the study has not led to any definite conclusions, I think that there would be good reasons for giving considerable weight to this set of problems in coming East-West discussions. I should be very glad to see the Reykjavik Signal followed up in as much detail as possible in the documents which we adopt for application.

Although the current crisis in the Middle East does not fall within the direct responsibilities of the Alliance, I would like, against the background of my visit to Israel last month and to the United Arab Republic early this month, to comment briefly on the situation in the Middle East -- briefly, as I am not going to repeat the valuable and interesting analysis which our distinguished Italian colleague gave us some minutes ago and which to a large degree corresponds to the impressions I gained during my visit. My conversations with leading Statesmen of the two countries brought out nothing giving cause for optimism; on the contrary, it was my impression that the situation has reached an absolute deadlock.

Mr. HARTLING (Contd)

The highly divergent views of the parties on the implementation of Security Council Resolution 242 of November 1967 hold out little hope of a peaceful settlement of the crisis within the foreseeable future. The conversations disclosed that the parties, aside from holding fundamentally different views on the scope of the Security Council Resolution, distrust each other. This was borne out quite clearly by President Nasser who said, in no uncertain terms, that experience had taught him that statements by Israel were not to be trusted. On the other hand, he was well aware, he said, that Mrs. Golda Meir did not trust him.

In these circumstances, it seemed to be more urgent than ever to strengthen Ambassador Jarring's mission in the given situation that four great powers represented on the Security Council are those that have the best opportunities of reversing a trend involving the risk of an escalation which might have incalculable consequences.

The Danish Government has on numerous occasions expressed its firm conviction that the conflict in Vietnam cannot be solved by military means but must be settled at the negotiating table. In accordance with this basic viewpoint we have noted with satisfaction the successive plans for de-escalation of military operations, as well as the lessening of intensity which until recently marked the war in Vietnam. The latest developments, especially in Cambodia, therefore give us cause for deep concern because of the potential risks and implications of a wider Asian war.

To return to the problems of the Alliance, in the long term our objectives must be to overcome the barriers of fear and suspicion, and to arrive at a political situation in Europe which is characterised not by confrontation but by constructive co-operation. The prospects of achieving detente in East-West relations depends on the continued cohesion and unity of purpose of our Alliance. It is certainly the wish of my Government to contribute to this end. During a debate in the Danish Parliament last week, it was confirmed once again that the overwhelming majority of the members opposed attempts to split or weaken NATO.

It is, however, of decisive importance to the internal and external credibility of the Alliance that there should be no doubt that the aim is to defend the way of life and the form of society based on the democratic principles stressed in the North Atlantic Treaty - the principles of democracy, individual liberty, and the rule of law. These objectives and ideas are, as I have previously emphasised in this forum, an essential basis of public support of our Alliance.

It is a strain on NATO that conditions within our own circle do not, in certain cases, correspond with the ideals expressed in the Treaty.

Mr. HARTLING (Contd)

In accordance with a resolution adopted by the Danish Parliament on 20th May, my Government wishes to urge member Governments which supply military equipment to Greece, to discontinue such supplies until democratic conditions have been restored in that country.

Thank you Mr. Chairman.

Mr. BROSIO

Thank you Mr. Hartling. Mr. Luns please.

Mr. LUNS

Mr. Chairman, whenever a conference is held in Italy my heart is gladdened, because I know from experience the splendid hospitality coupled with the marvellous climate and based on an ancient civilization, which awaits us in Rome. This time too, the Italian Government has fully fulfilled my high expectations and I thank Mr. Moro and through him, the Italian Government again. May we soon meet again in Rome.

Now Mr. Chairman, turning to the matters on the Agenda, I would say that given the complex nature of East-West relations, it is not easy exactly to determine where we stand. Surveying the whole field, the picture is somewhat blurred. If, as we all hope, we are moving from an era of confrontation into an era of negotiation, we are moving, I submit, rather slowly. A major breakthrough in East-West relations is unfortunately not yet in sight. On the positive side, we note that since Cuba no major crises directly confronting East and West, not even because of the Czech tragedy, has developed. Furthermore, it has proved possible to start a whole range of, mostly bilateral, talks with East European Governments. These talks are generally held in a friendly atmosphere and they have enabled us to enter into a serious and certainly valuable exchange of views with the other side. But there remain in East-West relations many dark spots. Here, to all evidence, the East is far more in default than the West.

Comparing the declarations of our Western politicians, journalists and laymen, when dealing with East-West problems, with those of Soviet leaders and the Soviet press, it is difficult to avoid the impression that the desire for detente and consolidation, so obvious and so strong in the West, does not find much response from the leading circles in the East. Mr. Brezhnev's speech on the centenary of Lenin's birthday was not exactly of a conciliatory nature and the same can be said of the speech of Mr. Grechko on the 25th Anniversary of the victory over Hitler in which he qualified his country's former ally, the United States of America, as - and I quote - "the main bastion of international reaction, aggression and war".

Mr. LUNS (Contd)

Moreover, an examination of Moscow's factual policy in the international field seems to confirm that Moscow is not primarily moved by a desire for a genuine rapprochement between East and West, but wants, first and foremost to consolidate its own sphere of power and influence. Thus, it has been steadily expanding its military forces, especially in the naval and nuclear fields, and has increased its maritime presence in the Mediterranean, while, at the same time building up its hold on the UAR. There followed an impressive demonstration of their military power, on land with the Dvina manoeuvres and at sea with the exercise OKEAN, that is Russian for ocean.

Moreover, Mr. President, there is as yet no evidence that the Soviet Union is prepared to further a negotiated settlement in the two main international conflicts, the Middle East and in the countries of Indo-China. I have listened with great interest to Mr. Rogers' detailed exposition of the present developments in these two centres of conflict.

Finally, in Europe, Moscow is keeping its Warsaw Pact allies under firm control in accordance with the doctrine of limited sovereignty, which was recently confirmed in the new Czechoslovak-Soviet friendship treaty.

While it will be clear, Mr. Chairman, that, under these circumstances, room for progress in East-West relations is limited, there are nevertheless also positive trends. The present Soviet leaders have, thus far, not only shunned direct confrontation with the West, they moreover were and are ready to negotiate and do business in fields where their own immediate interests may be served, especially in the field of arms control. Thus, to the profit of both East and West, the nonproliferation treaty has been signed and near-agreement has been reached on a treaty on the denuclearization of the ocean floor. Likewise, the Soviets have entered into negotiations with our American friends on a possible limitation of strategic arms, and although it still remains to be seen whether these talks will produce concrete results, the Soviet attitude appears to be serious and businesslike.

With regard to the problems of the European continent, we have, through the communique of October 1969, been informed by the Warsaw Pact countries of their proposals for a conference on European security. My Government considers these proposals to be equivocal as to their political meaning and, in any case, too restricted to lead to substantial results.

Mr. LUNS (Contd)

The discussions with a number of Eastern European countries and the Soviet Union in which we already are engaged, and have been engaged, have as yet not produced much evidence of a more forthcoming attitude on the other side. The quadripartite talks on Berlin, and the talks of our German friends with the GDR, Poland and the Soviet Union, which we follow with great interest and full support for the Federal Government's line of approach, have, up to this moment, not lead to spectacular progress. We earnestly hope that the vision, moderation and patience of the Federal Republic will in due time yield concrete results.

During his recent visit to The Hague, our Hungarian colleague, Mr. Peter, strongly supported the idea of a Pan-European Conference on the basis of the Warsaw Pact proposals, arguing that the Conference could even be convened within a few days. Regretting that the NATO countries had not yet formally reacted to the Warsaw Pact proposal, he said it would be helpful if our Ministerial NATO Meeting formulated its own suggestions for the Agenda, even if these were not acceptable to the countries of the Warsaw Pact. Pointing out that in the Declaration issued at our last December Meeting, we had mentioned subjects for discussion between East and West, and had also clearly expounded our approach to the European Security problem, I nevertheless promised him, my Hungarian colleague, to submit his suggestion to our present NATO meeting, adding that it was not sufficient to indicate subjects for an agenda, but that we would also have to explore beforehand, whether they would lend themselves to fruitful negotiations. In this connection I reminded him of the rather disturbing difference in the interpretation of the terms used in the first point of the Prague Declaration, as seen from Eastern Europe and as understood by us.

I also touched upon the present process of bilateral explorations, observing that if these produced positive pointers towards some common ground we would have to take a step further and, perhaps, establish a forum for multilateral exploration. Would it not be a good idea to consider the possibility of a limited, open-ended, group of experts from some Eastern, Western and perhaps some neutral countries, to compare and consider the different points of view, thus preparing the ground for multilateral negotiations. Mr. Peter did not explicitly reject this idea, which, as I told him, I would also bring up in this meeting. I heard with great approval the same positive suggestion in Mr. Harmel's declaration of this morning.

Now, Mr. Chairman, adding this suggestion to the several suggestions already made with respect to procedures, I want to stress that, in my opinion, this problem of procedures is of some importance. In this connection I listened with great interest to Mr. Stewart's reflections on what one may call a communication gap between East and West after the Reykjavik meeting and I therefore support his proposal clearly to indicate and transmit to Moscow and its allies our ideas and our suggestions.

Mr. LUNS (Contd)

In doing so, we should make clear that, in our opinion, priority should be given to a joint endeavour for achieving a balanced reduction of our military forces in Europe, which could considerably contribute to a greater degree of security on this continent. We could make clear, at the same time, that we could also agree to a discussion of the subjects mentioned in the Prague Declaration, pointing out, however, that these cannot be considered sufficient, since they do not touch upon our vital security problems.

As to the presentation of such a proposal to discuss MBFR, Mr. Chairman, I can fully support the idea of attaching a separate declaration on the subject to our Ministerial Communique, and then formally delivering both documents to all interested governments, for instance, through our very distinguished Italian colleague, Mr. Moro.

Finally, Mr. Chairman, one word more about the most promising arrangement for eventual multilateral discussions on European security. As an alternative to the conception of a European Security Conference - or, as I would prefer, a series of conferences - the British suggestion for a permanent East-West Committee is certainly worthy of further consideration - perhaps preceded by the preparatory work of a limited group of experts to which Mr. Harmel referred, and I myself too, when enlarging on my talks with Minister Peter of Hungary.

With your permission, Mr. Chairman, I will now turn to the Situation in the Mediterranean where developments have recently taken another turn to the disadvantage of the Alliance. Disturbing facts and their implications are known to all of us, and some speakers today have very openly stressed them. A direct confrontation between the Israeli forces and Russian military personnel has now become a very real possibility. The advancing escalation we have observed will then take a great step forward. The foregoing makes it doubtful whether, as some feel, time will work in Israel's favour. The likelihood of the difference being settled by peaceful means is considerably less than it was, let us say, two years ago. The impression I gained during my recent trip which took me through three Arab countries, was that the moral elements in the Arab world are visibly losing ground. The most recent development in the Lebanon has strengthened that impression. The latest Israeli retaliation on Lebanese territory merely demonstrated Israel's military superiority, but I doubt whether it will achieve the desired military and political goals. As I remarked, the past two years have not brought a solution of the Middle East problem any nearer. On the contrary, the solutions seem further away than ever.

Despite all the internal dissension in the Arab world, Arab unanimity on this important question of foreign policy seems to be more solid than before, and I do want to stress that a new factor has emerged among the Palestinians themselves, and as time goes by, it may well prove to be a decisive factor in the solution of the problem, and it will not make the solution any easier. I fully endorse Mr. Moro's observations on this aspect of the situation.

Mr. LUNS (Contd)

The final, and most disappointing aspect of the whole matter, is that the Soviet Union has gained an important position in the Middle East and that the situation there affords her the opportunity of consolidating and extending her position to the strong detriment of the West. I am thinking particularly of Soviet naval power in the area.

My pessimism with regard to a possible peaceful solution is also based on the very strong impression I received during my last tour of the Middle East, that the Arabs are not prepared to enter into negotiations of any kind until the Israelis indicate more clearly that their territorial desiderata are limited, and that they accept the principle of withdrawal from the occupied territories as provided for in the Security Council Resolution of 22nd November, 1967.

One final remark, Mr. Chairman. The latest American military action in the border area of Cambodia has led to strong negative reactions in some sectors of the public opinion in various member countries of our Alliance. But there is one aspect which, to my mind, has been given too little attention in our press and in the commentaries by official and non-official circuits. That aspect concerns the relation between the war in Vietnam and the Middle Eastern crisis. It is generally agreed that the Soviet Union, while interested in the continuation of the state of controlled tension, would not want the present situation to escalate so as to present the danger of an open military conflict and confrontation with the United States of America and their Allies.

The misjudgement of possible American reaction on the part of the Soviet Union might, therefore, be most dangerous to world peace. It is clear that the American action in Cambodia will upset those Russian leaders who were veering to the view that the United States would in future no longer be able to intervene in the situation, such as that of the Middle East, and take appropriate action when, for instance, the very existence of the state of Israel could be in danger, those leaders will be forced to entertain some sobering second thoughts. Reckless moves by the Soviets will, therefore, be less likely. It seems to me that thus the American credibility in the world has been strengthened by President Nixon's decision some weeks ago, to sanction military action against North Vietnam and the Vietcong in Cambodia.

One last word, Mr. Chairman, I would like to reaffirm my Government's and the Netherlands people's strong attachments to democracy and the principle of democratic freedom. Let me express the hope that in and outside our Alliance democracy and the democratic freedoms will be applied and that deviations, where they occur, will be as soon as possible corrected.

Mr. BROSIO

Thank you very much, Mr. Minister. Mr. Sharp please.

Mr. SHARP

Mr. Chairman, may I, like my colleagues, thank the Italian Government for its hospitality on this occasion. Like Mr. Luns, I like coming to Rome and if, on another occasion, the Italian Government would like to have us again, the Canadian Government would be very happy to be present.

It is customary for speakers at this Spring Meeting to range widely over the spectrum of problems of international interest to the Alliance and its members. This week, however, we are faced with a requirement to reach agreement on an important aspect of our approach to East-West relations, and there are differences of view to be resolved, as is evident from the statements that have been made today. Consequently, I intend to touch briefly on only two other subjects before addressing myself to the immediate problems before us.

First, I share the concern expressed by Mr. Rogers and by other speakers this morning about the increase in the level of tension in the Middle East that has developed since our last meeting. I had the privilege of visiting some of the countries in that area myself last year, and Mr. Eban was in Ottawa last week, and what he had to say bore out the slimness of the prospects for early progress towards a settlement. Mr. Rogers outlined for us some of the efforts being made by his Government and those of Britain and France to try to bring the positions of the parties closer together. Our friends have undertaken a thankless and a difficult task, but one which merits the firm support and encouragement of all of us.

In South-East Asia, we have watched with growing concern the spreading of the conflict from Vietnam into neighbouring Laos and, more recently, Cambodia. Having served on the Cambodia international control commission for sixteen years, Canada has been well aware of the Vietnamese Communist infiltration and the use of Cambodian territory which formed the background to the action taken by United States and South Vietnamese forces. This, however, did not lessen our concern about the possible long-term implications of this counter-action. What has disturbed us most is the possibility of an uncontrollable broadening of the war as a consequence of what must have been for the United States Government a regrettable military necessity. We are, of course, watching developments very closely and take great comfort from the assurances given to us by Secretary Rogers that the withdrawal of American troops will be carried out before events make Cambodia a permanent battleground in the Vietnam conflict.

We have been consulting with India and Poland and others about recent proposals to reactivate the Cambodian International Control Commission, but - speaking frankly - the prospects are not at all promising. Communist China and North Vietnam have strongly opposed it, and the Soviet Union and Poland have taken a negative attitude. Poland has shown no interest even in an informal tripartite meeting of the supervisory powers in New Delhi proposed by the Indian Government some time ago to discuss the problem of reconvening the Commission.

Mr. SHARP (Contd)

We have made it clear that we are willing to see the Cambodia Commission reactivated in the right circumstances - specifically that it will be able to function effectively and be assured of the support of all the parties involved. We do not agree with those who argue that the Commission could perform some sort of symbolic role without having in any way deterred the spreading of the Vietnam conflict into Cambodia. As a result of our experience on the Commission, we think it would be irresponsible for us to acquiesce in an exercise whose only result will be to delude people into thinking that something concrete is being done when it is not.

Fortunately, for the time being at least, events in the Middle East and Asia do not appear yet to have had a seriously adverse effect on the search for better relations between East and West in Europe. Europe remains the area where a deterioration in relations comparable to what has taken place in the Middle East and South-East Asia could have serious implications for world peace.

We in Canada find it right that NATO's principal preoccupation in the political field at this time should be how to take advantage of the relative stability which exists in Europe to improve relations with the East and find negotiated solutions for outstanding European problems. This task is at the heart of our collective search for a more peaceful and stable world and deserves all the energy and attention we can give to it.

This Alliance makes its best contribution when it advances reasonable proposals of its own, and when it places the main emphasis first on the substance of issues and only then on the means of dealing with them. This, incidentally, was the approach we approved in December. It has stood us in good stead and we should continue with it. We should show interest in Eastern proposals, including the idea of a large-scale conference, and avoid becoming committed to such a meeting before the time and circumstances are right. There is no need for us to be stampeded into a conference, but neither do we need to be unduly negative. By keeping our options open we avoid taking upon ourselves all the responsibility for the fate of the conference idea. The West has made substantive proposals and we can, and I hope we will, make others.

It is interesting to note that if the Warsaw Pact proposal for an all-European conference seems to have lost some momentum - despite strenuous efforts to maintain it - it is the nature of the proposal itself that is primarily to blame. The recent Soviet bloc activity regarding "preparations" for a conference should not be allowed to blur the fact that no substantive development of their position has taken place since last October; that the vague two-point agenda proposed at that time remains unchanged and unelaborated; and that, apart from some evidence of Polish interest in the discussion of disarmament questions, there is still little sign that the Warsaw Pact countries would be prepared at a conference to deal with really substantive issues.

Mr. SHARP (Contd)

In this connection, I was particularly interested to hear the Finnish roving ambassador on European security matters, Mr. Enckell, say that in all the capitals he had visited there was now a "fuller realisation of the difficulties involved" in respect of a conference. Furthermore, Mr. Enckell brought the message, which I assume he had conveyed elsewhere, that a well-prepared conference in due time is preferable to an ill-prepared conference very soon, and also that it is premature to discuss "preparatory bodies" before the Agenda and purpose of a conference have been clearly established. The fact that the senior representative of a highly regarded neutral country should be taking this position is in itself of significance. It confirms, I think, that our willingness to consider the possibility of an eventual conference does not in any way conflict with our insistence on the primary importance of substantive issues.

Meanwhile, there has been significant progress in coming to grips with some of the issues affecting European security. The initiation of substantive discussions between the United States and the Soviet Union on the limitation of strategic arms is an important step forward, not only for what it offers in terms of controlling the nuclear arms race, but also because some understanding between the two nuclear super-powers is probably a pre-requisite for any long-term security arrangements in Europe. While I am on the subject of SALT, I would like to digress long enough to express Canada's appreciation for the way in which the United States has been fully consulting with us all before and during these talks. Berlin, of course, remains one of the most likely sources of a confrontation between East and West, and the current Four Power talks could help to reduce tension and improve relations generally. Finally, any meaningful advance towards the solution of European problems will depend on the settling of existing differences between the Federal Republic of Germany and the members of the Eastern bloc. Because of this, the series of bilateral discussions the Federal Republic has recently initiated with the Soviet Union, Poland and East Germany appears to be particularly significant. We commend the Federal Government for its imaginative attempt to break the deadlock that has existed in this area for so long.

In these circumstances, we have all been seeking to determine whether there is anything else that might usefully be done at this stage in the field of East-West relations. The question is important since we want to ensure that the present momentum is maintained, bearing in mind that every one of the current talks was launched on Western initiative. There are two possible courses to follow: a further substantive proposal to the other side, or some move in the procedural field. Faced with the other side's conference proposal, and ourselves recognising the need at some stage to move towards multilateral explorations and negotiations, an intensive examination of possible procedures for negotiation is logical and timely. This thorough study covered all procedural possibilities from acceptance of a full conference, as proposed by the Warsaw Pact, to the present Alliance method of dealing with each issue in the most appropriate form. It covered as well a number of intermediate possibilities, one of which, subsequently developed by the United Kingdom and Belgium, would call for informal multilateral discussions on the modalities of organizing a large conference and would offer an alternative Agenda to the one proposed by the Warsaw Pact.

Mr. SHARP (Contd)

We have looked seriously at these suggestions, but have concluded that to embark at this stage on multilateral discussions about a conference, even in the most informal context, could place us in a position where we were prematurely committed to the holding of such a conference. Even if we ourselves did not consider a commitment was involved, the subtlety of the point would probably be lost on public opinion and we would leave ourselves open to charges of bad faith by the other side if we appeared to be drawing back. Moreover, nothing that has happened so far in exploratory talks now in progress suggests that the simple act of expanding the number of participants or the number of subjects would lead to success. Finally, since there is not even a consensus amongst us at this time on the usefulness of a conference, attempts to proceed now to a fully multilateral stage in discussion could be divisive. By the same token, the time is not yet ripe for a Standing Commission, although this is an idea in which we can see considerable merit in the right circumstances.

We also have some trouble with the idea of attempting to advance publicly an agenda for a large conference when there is no consensus on what subjects could usefully be discussed at such a meeting. For our part, we have reservations about the three topics proposed for a conference agenda. The renunciation of force or a code of conduct is already being dealt with bilaterally between Bonn and Moscow and we should avoid anything that might prejudice the success of that endeavour. East-West co-operation in economic, cultural and technical fields has merit in itself, but given the availability of other fora it does not seem to warrant the holding of a special large scale conference.

Finally, the subject of mutual and balanced force reductions is clearly important, but we think it should be taken up at least in the first instance by the Governments directly concerned. We think that the most useful contribution the Alliance could make at this time would be to add a further dimension to the substance of the important negotiations that are already in train.

In our view, mutual and balanced force reduction is the issue on which the Alliance should concentrate at present in terms of negotiating with the East. It is the judgement of the Canadian Government that this meeting should arise in harmony at a firm offer to explore mutual and balanced force reduction with the other side. I cannot see how a serious effort to achieve mutual force reductions under carefully controlled conditions can possibly be anything but beneficial to Western interests in terms of security, costs, conservation of resources and reduction of tensions. Given sufficient goodwill, a major new East-West dialogue could be opened up, if the Eastern bloc is not prepared to discuss a subject of such obvious importance to European security as mutual and balanced force reduction we, and public opinion generally, should be aware of the fact.

Mr. SHARP (Contd)

The practical difficulties to be overcome before negotiations could be initiated are substantial but we will not really know what the prospects are until we have engaged the other side in serious discussions. Our approach to the other side should, in our judgement, take account of the following requirements.

First, we should express in clear and forthright terms our offer to explore with the members of the Warsaw Pact how negotiations on mutual and balanced force reductions might be initiated.

Second, we should indicate precisely how we propose to sound out the other side. This is not merely a matter of conveying the offer, but of obtaining a definitive reaction. We strongly hope that the Foreign Minister of Italy would agree to undertake this important task on our behalf. Third the offer should include a statement of principles or guidelines which the Alliance suggests could be a common basis for exploration. Finally, our public statement should recognise the relationship between progress on mutual and balanced force reductions and similar issues of substance and the eventual convening of a large conference.

We believe that a forthright NATO offer to explore mutual and balanced force reductions would serve two important purposes. It would open the way to negotiations on a subject of substantial importance in terms of European security and it would provide to the East, as well as to our public opinion, a concrete example of our announced desire to come to grips with issues which must be solved before any durable settlement in Europe is achieved.

Thank you.

Mr. BROSIO

Thank you very much Mr. Sharp. M. le Ministre Patricio.

M. PRATRICIO

Je tiens à vous remercier, Monsieur le Président, des paroles que vous avez bien voulu prononcer à propos de ma présence ici en qualité de Ministre des Affaires étrangères. Permettez-moi aussi, Monsieur le Président, de m'adresser à Monsieur le Président d'honneur pour le remercier de ses aimables paroles, ainsi que nos autres collègues qui ont bien voulu me saluer en cette occasion.

M. PATRICIO (Suite)

Je voudrais tout d'abord rappeler les événements qui se sont déroulés après la réunion ministérielle qui s'est tenue à Bruxelles au mois de décembre de l'année dernière. La poursuite des conversations soviéto-américaines sur la limitation des armements stratégiques, le début des discussions quadripartites sur Berlin et sur l'accès à cette ville et l'initiative de la République fédérale d'Allemagne de conversations avec l'Union soviétique, la Pologne et la République démocratique allemande constituent sans aucun doute des faits d'importance capitale dont il faut tenir compte dans l'évaluation de la situation actuelle.

Cependant, a-t-on avancé suffisamment pour pouvoir dire que des conditions indispensables pour entamer des négociations multilatérales existent en ce moment ? Je n'ignore pas les possibilités de la situation, et je pense, par conséquent, que le Conseil doit être prêt pour toutes les initiatives adéquates que justifierait le résultat des conversations bilatérales et multilatérales en cours.

Je ne crois pourtant pas que l'on puisse aller plus loin à l'heure actuelle. Il ne semble pas en effet, qu'aux initiatives occidentales qui montrent l'indéniable désir des Alliés d'aboutir à une réduction de la tension et à la création des conditions indispensables à une paix stable ait correspondu, jusqu'à maintenant, une attitude compréhensive et constructive de l'Union soviétique permettant d'envisager l'avenir avec optimisme. Ainsi que le document C-M(70)18 le fait remarquer à juste titre, alors que la politique de détente est toujours celle de l'Occident, la politique soviétique s'est cristallisée dans la coexistence pacifique, ou plutôt la lutte sans guerre. Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à l'affirmer. Il y a peu de temps, selon des renseignements communiqués à ce Conseil par un de nos Alliés, des hauts fonctionnaires yougoslaves ont précisément mis l'accent sur le fait que rien de fondamental n'avait changé dans les buts et les méthodes de la politique soviétique. En réalité, l'URSS cherche toujours à consolider le statu quo en Europe et à assurer son contrôle sur les pays de l'Est. On prétend, de cette façon, renforcer la position de l'Union soviétique sur le continent européen par une politique de coexistence pacifique lui permettant une liberté de mouvements dans d'autres zones - comme l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie - où son action se fait sentir davantage, et chaque fois avec plus d'intensité.

M. PATRICIO (Suite)

C'est là, me semble-t-il la base réaliste d'où nous devons partir. En tant que membre de l'Alliance, le Portugal suit avec un intérêt croissant les problèmes du continent européen, auxquels il consacre la plus grande attention. Il comprend le désir général de solutions permettant une véritable réduction de la tension existante, ainsi que l'établissement d'une paix juste et durable. Nous ne considérons pas, toutefois, qu'un tel désir puisse servir de base à des solutions précipitées, ou moins réalistes, qui, même bien intentionnées, ne pourraient régler de façon satisfaisante les problèmes en jeu. C'est sur une telle base qu'à la réunion ministérielle de décembre, le Conseil s'est déclaré d'accord pour considérer comme insuffisantes et non réalistes les propositions de Prague concernant un ordre du jour possible pour une conférence de sécurité européenne. Les suggestions que le Pacte de Varsovie a alors présentées apparaissaient comme un simple acte de propagande qui, au fond, cachait le désir d'assurer ce "statu quo" auquel je viens de faire allusion. Ces suggestions n'ont, jusqu'à présent, pas été modifiées, et la récente signature de l'accord tchéco-soviétique, officialisant la "doctrine Brejnev", semble mener logiquement à la conclusion qu'en réalité la position soviétique est immuable.

Il ne semble donc pas que la convocation d'une conférence de sécurité européenne puisse être envisagée dès à présent. En effet, il n'ya même pas d'accord pour le moment sur l'ordre du jour, qui devait d'ailleurs, à notre avis, nécessairement inclure les problèmes fondamentaux de la sécurité européenne, tels que ceux de la réduction équilibrée et mutuelle des forces et de l'Allemagne et Berlin.

Toujours à cet égard, il me paraît utile de faire une autre remarque. Etant donné les difficultés actuelles qui rendent impossible la convocation d'une conférence de sécurité européenne, on a cherché à tourner ces difficultés en suggérant la création, soit d'une commission préparatoire, soit d'un groupe à caractère plus ou moins permanent qui s'occuperait, avec ou sans conférence, des questions de sécurité européenne. Ma délégation estime que ce même objectif pourrait être atteint de préférence par l'élaboration d'un ordre du jour qui refléterait nos réelles préoccupations en matière de sécurité européenne, en accord d'ailleurs avec les conditions faisant l'objet de la déclaration ministérielle du 5 décembre 1969. On ne pourrait en effet accepter aucune autre base qui risquerait de donner lieu à une interprétation totalement fautive de la réalité présente et aiderait à créer un climat artificiel d'espoir dans nos opinions publiques. Je crois que cela n'est ni opportun ni souhaitable.

Il me semble donc que, pour toutes ces raisons, nous devons nous maintenir dans la phase exploratoire en cours jusqu'à ce que d'autres mesures puissent être prises à la lumière de l'évolution de la situation.

M. PATRICIO (Suite)

Ceci ne veut pas dire que je défends l'idée que l'Alliance doit rester dans une position purement statique, même si aucune réaction positive n'est enregistrée de la part de l'Union soviétique. Nous désirons tous une solution juste et permanente des problèmes actuels, et ce n'est qu'en procédant en accord avec de telles idées que nous serons cohérents avec nous-mêmes et que nous répondrons à l'attente de nos populations. Ainsi que je l'ai dit plus haut, l'Alliance doit suivre une politique active et constructive en vue d'un éventuel accord sur les questions de paix et de sécurité européennes, en se préparant pour le cas où le résultat des conversations en cours permettrait l'ouverture, que nous souhaitons tous, d'une nouvelle phase dans les rapports Est-Ouest.

D'où l'intérêt d'étudier des questions comme celle de la réduction mutuelle et équilibrée des forces. Il s'agit sans doute d'une question de la plus grande importance, à laquelle les communiqués ministériels du Conseil ont toujours fait une référence spéciale depuis la réunion de Reykjavik. Son acceptation serait décisive pour la réduction de la tension en Europe, ainsi que pour la création de ce climat de paix juste et durable qui constitue un but primordial de l'Alliance.

Les travaux poursuivis dans ce secteur depuis décembre dernier ont permis une avance considérable dans les études demandées par le Conseil, et je voudrais profiter de cette occasion pour rendre hommage à tous ceux dont les efforts ont permis des progrès si sensibles. L'Alliance pourra ainsi poursuivre l'initiative qu'elle a prise dans ce domaine et présenter au moment opportun des propositions concrètes, qu'il serait difficile à l'URSS d'ignorer sans porter un sérieux préjudice à sa politique vis-à-vis de l'opinion mondiale. Les efforts qui ont été faits dans ce domaine ne doivent pas être atténués, et il importe de maintenir une grande cohésion et une ferme unité pour éviter que les espoirs soviétiques ne se concrétisent. Je constate également avec satisfaction que des études détaillées sur les procédures possibles de conversation avec l'Est ont été préparées. Il s'agit d'un vaste et important travail de base.

Je voudrais également faire une brève allusion à la situation en Méditerranée. C'est avec le plus grand intérêt que mon gouvernement a pris connaissance du document C-M(70)12(Définitif), que nous considérons comme un document objectif et équilibré. Les Alliés doivent suivre avec la plus grande attention, et les événements dans cette région, et les dangers croissants provenant d'une amélioration systématique et progressive de la position soviétique dans la zone. En l'affirmant, je voudrais rappeler ce que j'ai eu l'occasion de déclarer au cours de mon exposé au Conseil le 4 décembre dernier. La menace soviétique croissante en Méditerranée ne constitue pas un facteur à étudier isolément, mais elle forme un des aspects d'une politique globale et généralisée qui se fait sentir également dans d'autres zones.

M. PATRICIO (Suite)

Je me réfère spécialement à la présence d'escadres soviétiques dans l'Atlantique et dans l'Océan Indien, créant ainsi des problèmes de plus en plus inquiétants. Ce n'est pas seulement dans l'Atlantique Nord que cette présence constitue une menace sérieuse. La visite, l'année dernière d'une escadre soviétique à Cuba ; la présence permanente de sous-marins soviétiques portant des engins balistiques le long de la côte des Etats-Unis ; la présence croissante de navires russes non loin de la Mer de la Plata, ainsi que de sous-marins et navires de différents types le long des côtes du Vénézuéla, de Colombie, du Brésil, d'Argentine et du Chili ; tout ceci nous montre les développements d'une politique d'expansion maritime dans la région, laquelle a sa contrepartie au long du littoral africain.

A ce propos, je signale le grand nombre de navires russes qui ne cessent de naviguer au large de la côte africaine, créant une menace potentielle contre la route maritime du Cap, dont la valeur stratégique s'est trouvée hautement renforcée par la clôture du Canal de Suez. La situation se trouve encore aggravée par l'étendue de la pénétration soviétique dans l'Océan Indien, qui se traduit par un mouvement d'encerclement du continent africain. L'apparition de navires soviétiques le long de la côte de l'Union Indienne et dans les eaux territoriales de Ceylan, l'usage croissant par ces navires du port de Singapour et du détroit de Malacca, l'activité et l'influence russes dans l'île Maurice sont autant de faits révélateurs de l'existence d'une situation déjà préoccupante, qui pourrait être aggravée par l'absence de forces occidentales compensatrices. Il m'est donc agréable d'enregistrer les considérations faites à ce propos par vous-même, Monsieur le Président, dans le document C-M(70)18. Il y a quelques jours d'ailleurs, au cours de son exposé pendant l'Exercice SHAPEX 1970, le SACLANT a repris ce sujet dans des termes qui montrent son intérêt et son importance pour la sécurité de l'Alliance.

Avant de terminer, je voudrais encore faire brièvement état des problèmes de la société moderne. La suggestion heureuse que le Président Nixon a formulée au mois d'avril 1969 a été acceptée par le Conseil et a donné lieu à la création du Comité sur les défis de la société moderne. La participation active aux réunions du Comité de techniciens venus des capitales, ainsi que l'intérêt démontré par les Gouvernements alliés pour un sujet d'une si grande importance et d'une si grande actualité, ont donné au Comité une projection encore plus grande que celle à laquelle on pouvait légitimement s'attendre.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

M. PATRICIO (Suite)

Il s'agit d'un développement nouveau et très intéressant de la vie de l'Alliance, qui renferme déjà une signification politique d'une certaine importance, et qui pourra constituer à l'avenir ce que l'on a déjà appelé sa troisième dimension. Dans un domaine qu'elle n'avait pas encore exploré, l'Alliance a pu prendre une initiative de grande portée et montrer d'une façon très claire ses possibilités.

On ne saurait nier l'intérêt de telles activités pour l'étude des problèmes qui touchent aux conditions de vie dans les sociétés modernes. Les premiers résultats sont hautement encourageants et il ne me reste qu'à souhaiter qu'à l'optimisme que l'on peut, à juste titre, avoir actuellement à ce sujet, correspondent les résultats pratiques que nous désirons tous. De cette façon, et conformément à l'Article 2 du Traité de l'Atlantique, nous pourrions promouvoir les conditions de stabilité et de bien-être des populations, en contribuant à la paix et à la compréhension mutuelle. Merci, M. le Président.

M. BROSIO

M. Maurice Schumann, s'il vous plaît.

M. SCHUMANN

M. le Président, la ville de Rome et l'hospitalité italienne sont inégalables ; elles ajoutent un éclat exceptionnel à l'intérêt de notre discussion sur ce qu'il est convenu d'appeler les relations Est-Ouest.

Cette discussion est dominée par une question que vous voudrez bien m'excuser de formuler en termes volontairement un peu provocants. Que cherchons-nous ? Cherchons-nous un avantage tactique ou cherchons-nous le moyen de favoriser efficacement la détente ? Tactique ou efficacité, voilà l'alternative. Pour sa part, la France a, vous le savez, depuis longtemps fait son choix. Elle croit que nous devons chercher l'efficacité et, par conséquent, calculer l'incidence durable, profonde de nos initiatives sur les relations des pays de l'Est, d'une part avec ceux de l'Ouest, d'autre part entre eux-mêmes. Mais s'il a jamais été possible d'hésiter sur le choix, alors laissez-moi vous dire franchement que l'hésitation ne me semble plus permise, à partir du moment où le problème clé - celui des relations germano-soviétiques, germano-polonaises, et interallemandes - est entré dans une phase nouvelle.

M. SCHUMANN (Suite)

Je saisis au passage cette occasion de répéter combien nous nous félicitons de voir la République fédérale s'appliquer avec détermination à créer les conditions nécessaires de la détente générale.

Si donc, nous choisissons clairement l'efficacité, si nous répudions le geste tactique, le trompe l'oeil, quelles conclusions pouvons-nous tirer de cette option à propos de chacun des problèmes dont nous sommes saisis : conférence de sécurité européenne, réductions équilibrées des forces, situation en Méditerranée. A propos de la conférence de sécurité, il faut commencer par définir un but, par se mettre d'accord avec ses arrières pensées. Veut-on éviter qu'elle se réunisse, et, par conséquent, la subordonner à des conditions dont on sait qu'elles ne seront pas remplies ? Veut-on au contraire qu'elle puisse se réunir, et par conséquent, n'en subordonner la réunion qu'aux conditions de son succès ?

Vous connaissez, ici encore, notre choix : nous souhaitons que la conférence pancaropéenne sur la sécurité et les échanges puisse se réunir. Pourquoi ? Parce que nous souhaitons que chaque pays européen ait la possibilité, soit d'emblée, soit progressivement, peu à peu et pas à pas, d'affirmer sa personnalité nationale. Si nous avons été tentés de nous détourner de ce but, la lecture du récent Traité soviéto-tchécoslovaque, dont beaucoup d'entre vous avaient déjà parlé, aurait suffi à nous y ramener.

Cette conférence nous semble donc souhaitable dans la mesure exacte où sa préparation et son développement contribueront à démontrer que la division de l'Europe et du monde en blocs antagonistes n'est ni totale, ni définitive, ni irrémédiable. Dans le même esprit, et pour la même raison, nous croyons que la conférence manquerait son but si elle avait pour seul objet et pour seul effet de consacrer le statu quo.

Non, elle doit avant tout et surtout consacrer la détente. Autant dire que la vraie condition de sa réunion et de son succès est, je ne dis pas l'aboutissement complet, mais un progrès suffisant des négociations d'ores et déjà engagées en vue de favoriser la détente et l'ouverture.

Négociations entre la République fédérale d'une part, l'URSS, la Pologne et la RDA d'autre part, mais aussi, négociations entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la France d'une part et l'URSS, d'autre part, à propos de Berlin ; car c'est là que se trouve le noeud de toute l'entreprise dont la détente européenne est l'enjeu.

M. SCHUMANN (Suite)

C'est la même distinction entre les préoccupations d'ordre technique, subalternes à nos yeux, et le souci de l'efficacité, notre souci majeur, qui nous amène à confirmer notre attitude à l'égard du fameux problème dit de la réduction équilibrée des forces. Me permettez-vous d'être tout à fait franc ? Cette proposition est-elle formulée, et avancée dans la conviction qu'elle demeure sans écho, qu'elle ne sera pas acceptée, que la main tendue ne sera pas saisie ? Dans ce cas, il n'est plus nécessaire d'y revenir avec une insistance dont les mobiles n'apparaissent pas clairement.

Au contraire, croyez-vous possible que la proposition soit acceptée, ou du moins, qu'elle marque le départ d'une négociation ? Dans ce cas êtes-vous absolument prêts à l'aborder ; comment la relieriez vous aux négociations soviéto-américaines qui furent engagées à Helsinki et qui se poursuivent à Vienne ? Notre collègue, M. Rogers vous en a parlé tout à l'heure et nous l'en remercions. Il nous a ainsi rappelé que la défense est un tout. Et puis, ce n'est pas moi qui le dis, c'est un rapport qui figure dans notre dossier et que j'ai lu fort attentivement : d'une part des réductions égales en pourcentage seraient inacceptables ; d'autre part les formules, les modèles comme on dit qui compensent la disparité - les modèles asymétriques - comme on les appelle, ne sont pas présentables, toujours selon ce même rapport.

Alors ? Eh bien alors, je vous pose à chacun la question, comme je me la suis posée à moi-même.

C'est pourquoi, vous l'avez compris, nous sommes favorables à une rédaction qui ne serait pas un amalgame des propositions en provenance des pays signataires du Pacte de Varsovie, des propositions sur la sécurité européenne, d'une part, et d'autre part, des propositions relatives à la réduction équilibrée des forces.

Nous préférons, si la chose était possible, que le communiqué traite, dans un article séparé, de notre attitude à l'égard du problème de la conférence européenne de sécurité : article séparé qui, naturellement, ne comporterait ni acceptation ni refus, mais qui exprimerait un point de vue commun, notamment l'idée que des progrès sur les discussions sur l'Allemagne et sur Berlin faciliteraient l'examen des autres problèmes intéressant la sécurité par toutes les puissances intéressées.

M. SCHUMANN (Suite)

J'ai écouté avec une attention toute particulière - et je me suis efforcé d'y réfléchir plus longuement depuis lors - les déclarations successives de mes amis M. Pierre Harmel et M. Michael Stewart. J'ai cru comprendre que la proposition anglo-belge qui avait été avancée au Conseil permanent est aujourd'hui modifiée, et modifiée sur un point qui nous préoccupait. Il s'agit de la proposition relative à la mise sur pied d'une commission permanente pour l'examen des problèmes Est-Ouest. Si le comprends bien la position de mon ami Stewart sur ce point, il accepte de séparer deux phases : d'une part, la phase d'exploration et d'autre part, la phase de négociation. Et la commission permanente serait réservée pour la seconde phase et ne serait d'ailleurs qu'une des modalités qui devrait être examinée avec d'autres et parmi d'autres, si les réponses reçues étaient de nature à permettre le passage à la seconde phase, celle de la négociation.

Sous cette forme, je dois le dire, la question paraît moins difficile à trancher qu'il n'avait pu sembler dans une période antérieure. Et je tiens à dire à M. Stewart comme à M. Harmel que sous cette forme, je me répète à dessein, la proposition nous paraîtrait acceptable si la partie de cette proposition relative à l'exploration ne prévoyait, comme seule et unique méthode d'approche, que la méthode multilatérale.

Je sais combien M. Stewart, et M. Harmel sont soucieux, autant que je le suis moi-même, d'éviter que cette question capitale de la préparation d'une conférence sur la sécurité, de la préparation d'échanges entre l'Est et l'Ouest sur la sécurité, ne prenne la forme d'une consécration des blocs, d'une réitération de la politique des blocs. Mais à partir du moment où la seule méthode d'approche est la méthode multilatérale, comment peut-on échapper entièrement à ce danger ?

Notre attitude, vous le voyez est réservée à l'égard de la méthode; elle est prudente à l'égard des sujets ; mais elle est franchement positive, en ce qui concerne la nécessité de poursuivre le dialogue. Notre ambition (nous souhaitons que vous la partagiez tous) va d'ailleurs au-delà de l'ordre du jour dont on a parlé jusqu'à présent.

Pour renoncer à l'usage de la force, conformément à la Charte des Nations Unies, et pour développer les échanges de marchandises - ce qu'on peut faire même pendant les périodes de tension - il n'est pas nécessaire de réunir une conférence ou de préparer la réunion d'une conférence. Notre ambition est de faire en sorte que la conférence de sécurité puisse, grâce, dès le départ à la méthode qui aura été suivie pour en préparer la réunion, favoriser les échanges d'idées et de personnes.

M. SCHUMANN (Suite)

De la coexistence pacifique, il faut passer à l'interpénétration et nous sommes convaincus que si nous voulons nous rapprocher de ce but qui nous est commun, la meilleure des voies est la voie bilatérale. C'est elle qui permet le mieux à toutes les nuances de s'exprimer ; et quand je parle de toutes les nuances, vous voyez clairement les motifs pour lesquels je me refuse à considérer comme un bloc absolument monolithique l'ensemble des pays par lesquels nous a été proposée l'étude de l'éventuelle réunion d'une conférence pancaropéenne.

Bien sûr, plus j'insiste sur ce point et sur cet objectif, sur cette méthode, plus je tiens de dire à quel point nous considérons comme indispensable de procéder à des échanges d'informations réguliers avec nos alliés, afin de pouvoir mettre à profit, dans l'esprit même que je viens de définir, toute possibilité pouvant se présenter.

Et c'est à propos du dernier des trois points dont je dois traiter que je voudrais prêcher l'exemple : l'évolution de la situation en Méditerranée justifie assurément de la part de l'Alliance une vigilance particulière. Mais croyez-moi, je connais assez les pays du Maghreb, et j'ai demandé d'éviter toute formule ou toute initiative qui tendrait à souligner le développement dans cette région d'une rivalité entre les deux blocs. Rien ne serait plus dommageable à notre cause. Les pays promus à l'indépendance, qui sont tout autant des pays méditerranéens que plusieurs d'entre nous, répugnent à faire figure d'enjeu entre l'Est et l'Ouest. Mieux nous saurons les comprendre, plus nous aurons de chances de les soustraire à l'inféodation, ce qui est notre seul but possible.

Je n'ai pas voulu dire autre chose, et par conséquent j'ai pensé à notre but commun, lorsque j'ai parlé à Alger de la Méditerranée, lac de paix. Je n'ai certes rien à renier ici de cette formule. M. le Président, dans votre excellent discours d'ouverture, vous avez fait une référence amicale aux pays membres qui, en dehors de la zone couverte par l'Alliance, usent du droit au franc parler que vous leur avez une fois de plus reconnu. Laissez-moi faire un pas supplémentaire dans la voie de la franchise. En énonçant nos réserves, parfois nos critiques, en déplorant, comme nous l'avons fait récemment, certaines initiatives qui ont étendu la guerre et qui, à nos yeux, ne sont pas susceptibles, hélas, de l'abrégier, nous avons le sentiment de servir l'Alliance dans ce qu'elle a d'essentiel.

J'entends parfois dire que telle ou telle proposition, par exemple celle qui concerne la réduction équilibrée des forces, a pour objet d'inciter les Etats-Unis à ne pas s'éloigner de l'Europe.

M. SCHUMANN (Suite)

Cette préoccupation est légitime ; elle ne m'est pas étrangère. Il me souvient d'avoir dit récemment à notre Assemblée nationale : n'oublions jamais que les Etats-Unis ne peuvent, ni s'éloigner de l'Europe, ni assurer seuls à sa sécurité la garantie d'un bouclier parfait.

Mais ne nous y trompons pas ; ce n'est pas par l'artifice de procédures, ce n'est pas par une habileté tactique qu'un problème de cette ampleur peut être traité. On a calculé que le maximum de réductions de forces américaines stationnées en Europe qui soient compatibles avec les engagements américains - mais nous savons que ces engagements seront respectés en tout état de cause - représenterait une économie d'environ 1 milliard de dollars. La guerre du Vietnam en coûte 25 ou 30 fois plus. Cette comparaison des chiffres et des effectifs, voilà qui nous montre où est la véritable faiblesse, la véritable hypothèque, donc à la longue, mon cher ami M. LUNS, le véritable danger pour la crédibilité.

Or, comment faire pour mettre un terme à la guerre du sud-est asiatique ? Plusieurs de nos collègues l'ont dit avant moi ; elle ne peut finir que par les négociations, c'est-à-dire par la création d'une zone de neutralité, seule formule qui permette à chacune des grandes puissances de ne pas reconnaître la victoire à l'une des autres, sans chercher à la remporter elle-même.

En proposant obstinément les moyens d'en arriver là, en opposant, là comme ailleurs, l'attrait de la concertation à l'escalade des violences, en s'appliquant à mettre les super-puissances en garde contre le danger, soit de s'affronter indirectement à travers les conflits qui opposent des puissances mineures, soit d'y laisser engager leur prestige et disperser leurs forces, la France a la conviction d'aider ses alliés et de servir l'Alliance. Elle ne voit pas, de meilleurs moyens, ni à vrai dire d'autres moyens, de faire écho à vos paroles et d'adapter aux conditions de 1970 - qui ne sont pas celles de 1950 - les deux soucis, inséparables à nos yeux comme aux vôtres, de la défense et de la détente.

M. BROSIO

Merci beaucoup M. le Ministre. M. PIPINELIS aimerait maintenant prendre la parole. Puis-je dire qu'après M. JONSSON qui va conclure, l'Amiral HENDERSON, en qualité de président du Comité militaire, voudrait dire quelques mots sur la question des réductions mutuelles des forces.

M. le Ministre PIPINELIS s'il vous plaît.

M. PIPINELIS

M. le Président, les conditions que l'Alliance s'est imposées comme préalable avant d'arrêter sa position définitive au sujet de la proposition de Budapest sur la conférence de sécurité et de coopération européenne sont (1) la préparation soignée (2) la création d'un climat politique propice et (3) l'existence de perspectives de solutions des problèmes fondamentaux se trouvant à la base de la division actuelle de l'Europe.

La méthode choisie par l'Alliance pour promouvoir la réalisation de ces conditions a été celle de contacts bilatéraux et de négociations bilatérales ou multilatérales.

En projetant ces éléments sur la scène politique internationale des six derniers mois, nous aboutissons aux constatations suivantes :

En premier lieu, en guise de préparation, presque rien n'a été effectué; un certain nombre de propositions faites à ce propos ne concernait que la procédure et aucune d'elles n'a pu aboutir à un accord.

En second lieu, il n'a pas été possible de créer un climat politique propice. Pourtant, une certaine amélioration de ce climat a pu être réalisée grâce à l'ouverture des discussions bilatérales séparées entre la République fédérale d'Allemagne d'une part, et la RDA, la Pologne et l'URSS de l'autre, des discussions quadripartites sur Berlin et des négociations sur la limitation des armes stratégiques.

En troisième lieu enfin, ni les contacts bilatéraux, ni les discussions ou négociations bilatérales ou multilatérales n'ont fourni la preuve que de vraies perspectives de solution des problèmes fondamentaux touchant à la sécurité européenne existaient ou que l'autre partie avait la volonté de rechercher de telles solutions. Tenant compte de ce bilan, nous nous demandons quelle initiative l'Alliance pourrait-elle prendre pour promouvoir la détente en Europe et pour faire avancer l'idée de la négociation sur la sécurité européenne.

On en vient même à se demander, sur la base des résultats obtenus et de ceux qui sont probables, si l'ensemble de l'opération de détente dans laquelle nous nous sommes engagés ne semble pas déjà comporter plus de danger qu'elle ne suscite d'espérances.

M. PIPINELIS (Suite)

En effet, si l'on accepte comme point de départ que l'Union soviétique cherche actuellement - je cite - "à consolider sur le plan diplomatique les progrès qu'elle a marqués en Europe sur le plan pratique et à régler à son avantage le problème allemand" comme vous le soulignez si bien au paragraphe 25 de votre excellent rapport, il est indéniable que ce pays ne souscrira à la convocation d'une conférence de sécurité qu'à la condition que ce point soit acquis d'avance, ou bien qu'il reste dans l'équivoque. C'est là le grand danger que je voudrais signaler, et j'ai été particulièrement heureux de le voir évoqué dans votre rapport, au paragraphe 26. Il y est dit en effet - je cite - "rien ne me semblerait plus préjudiciable à nos intérêts que de donner aux négociateurs âpres et réalistes que sont les dirigeants de l'URSS l'impression que l'opinion publique de nos pays pourrait nous contraindre à faire des concessions à leur point de vue".

Ce serait vraiment trop espérer de la crédulité des Soviétiques que de leur enlever leur espoir. Une fois la conférence réunie dans l'équivoque sur la question essentielle que je viens de mentionner, toute résistance à leur demande pourrait facilement être présentée comme un esprit agressif et dénoncée comme telle à l'intérieur de certains de nos pays.

Pourtant, nous nous rendons parfaitement compte que certains facteurs de caractère tactique ou de politique générale de certains pays de l'Alliance militent en faveur d'une position plus accommodante de la part de l'OTAN. Et c'est dans ce sens qu'à notre avis, il serait utile que l'Alliance mette en avant des sujets concrets pour l'ordre du jour d'une éventuelle conférence sur la sécurité européenne, qui, entretemps, devraient faire l'objet d'une exploration préliminaire visant à déterminer les chances de succès d'une telle conférence. Pareille tactique aurait l'avantage d'élargir le champ des sondages, ce qui permettrait de mieux évaluer les intentions du bloc communiste. En cas d'échec de ces sondages, l'opinion publique internationale recueillerait une image plus complète de la position négative de ce bloc.

Nous pensons que les sujets déjà mentionnés ici, à savoir le code de bonne conduite internationale, les relations humaines, et la réduction mutuelle et équilibrée des forces, se prêtent à une telle initiative. Les deux premiers de ces sujets reprennent, en les amplifiant, les sujets proposés par les pays de l'Est, et le troisième reprend une proposition déjà faite par l'Alliance.

M. PIPINELIS (Suite)

Je voudrais rappeler ici que lors de notre réunion de décembre 1969, nous avons suggéré l'élaboration d'un projet de "code de bonne conduite", que l'Alliance pourrait proposer en temps utile aux pays de l'Est comme base de négociation. Le premier des trois sujets que j'ai mentionnés plus haut ne peut donc que recueillir notre appui.

Il en est de même pour le second, qui concerne le développement de la coopération dans les domaines économique, technique, culturel ainsi que de l'environnement de l'homme et des relations humaines.

En ce qui concerne le troisième sujet, celui de la réduction mutuelle équilibrée des forces, je tiens à rappeler ici les quelques réserves que la délégation hellénique a déjà eu l'occasion de formuler par le passé.

La configuration du territoire et le rapport des forces pour les effectifs et les armements dans la région du sud-est européen rendent impensable une réduction des forces, aussi longtemps que la conjoncture internationale actuelle demeurera inchangée. Toute entreprise de ce genre aurait pour résultat de saper le minimum de sécurité que la Grèce a pu s'assurer au prix de lourds sacrifices. De ce fait, nous ne pouvons envisager l'application d'un système de réductions des forces, fussent-elles mutuelles et équilibrées, dans le secteur hellénique. Au cours des études entreprises par l'Alliance sur la réduction des forces en Europe centrale, il a été établi que cette réduction ne devrait pas avoir de répercussions sur d'autres secteurs de l'Alliance.

Or, l'économie de forces que le Pacte de Varsovie réaliserait à la suite de telles réductions ne devrait pas lui permettre d'augmenter sa pression militaire sur d'autres secteurs en redéployant ces forces dans leurs parages. Le Comité militaire, dans son rapport MCM-27-70, a signalé ce danger, mais aucune réponse n'a pu être donnée dans les études consacrées jusqu'à présent à la réduction des forces. Cette constatation, et les difficultés inhérentes à ce sujet ainsi que celles qui ont été identifiées au cours de ces études, nous obligent à appeler à la prudence et à déconseiller toute action prématurée, tant que les études sur la réduction des forces ne seront pas terminées et que l'Alliance n'aura pas pu se former une opinion valable et fondée sur les possibilités de réduire les forces sans répercussions fâcheuses pour la sécurité de l'Alliance.

M. PIPINELIS (Suite)

Dans ces conditions, nous croyons qu'il est dangereux et prématuré pour l'Alliance de se déclarer prête à des contacts exploratoires multilatéraux avec des pays intéressés à la réduction de forces, tant qu'on est encore loin d'avoir achevé les études fondamentales sur ce sujet.

En ce qui concerne la procédure à suivre pour promouvoir la négociation sur ces trois sujets, je me réfère à l'excellent "Rapport sur les procédures" qui nous a été soumis par le Conseil permanent. Je crois que, pour plusieurs raisons, la meilleure méthode à suivre serait celle de contacts exploratoires bilatéraux. C'est une méthode souple qui n'engage pas et qui permet de déterminer les intentions véritables de chacun des pays du Pacte. Elle pourrait être utile, à condition toutefois que ces contacts soient coordonnés par le Conseil de l'OTAN en vue d'assurer un effort cohérent et d'éviter toute confusion.

Elle nous permettrait d'obtenir une vue claire sur les perspectives d'un accord, tout en enlevant aux pays du Pacte l'occasion de propager l'impression que la conférence sur la sécurité européenne a commencé. Elle ne permettra pas non plus aux Soviétiques de prétendre que le principe de la conférence a été adopté par l'Alliance, ce qui pourrait facilement être mis en avant au cas où nous aurions recours à des contacts exploratoires multilatéraux.

En ce qui concerne l'idée d'une commission permanente en guise d'alternative à la conférence, nous estimons que l'idée est bonne et qu'il serait utile de l'énoncer. La commission préparatoire pourrait être un instrument souple et efficace et elle présente l'avantage de permettre aux négociations de dégénérer de façon calme et silencieuse, au cas où celles-ci devraient se révéler stériles et sans chance de succès.

En dressant le bilan des développements des six derniers mois, j'ai mentionné les contacts bilatéraux "périphériques" visant à l'amélioration des rapports entre pays individuels de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Je voudrais sur ce point dire quelques mots sur les efforts faits par la Grèce en ce domaine. Les rapports de la Grèce, tant avec l'Union soviétique qu'avec les pays communistes limitrophes, peuvent aisément être qualifiés de corrects et ils sont, en partie, prometteurs.

De la part de l'Union soviétique nous avons remarqué un plus grand désir de coopération économique. De la part de la Roumanie une plus grande franchise envers nous et une disposition plus marquée à collaborer plus étroitement dans plusieurs domaines d'ordre culturel, économique et politique.

M. PIPINELIS (Suite)

De la part de l'Albanie, nous avons eu des indications d'une volonté d'acheminement vers un renouement de relations, qui n'existent plus depuis la deuxième guerre mondiale. Comme vous le savez, un accord d'échanges commerciaux a été signé il y a quelques mois entre les chambres de commerce d'Athènes et de Tirana, accord qui vient d'être complété par un accord bancaire de paiement. C'est un premier pas, timide certes, mais important étant donné les différends qui séparent la Grèce de l'Albanie.

En ce qui concerne la Bulgarie, nous avons été à même de marquer des progrès dans la voie de l'amélioration de nos rapports, ce qui ne peut manquer de retenir l'attention, étant donné que les rapports entre nos deux pays, qualifiés depuis des siècles "d'ennemis héréditaires" constituaient un des points les plus délicats sur le front de paix européen.

Au cours des entretiens que j'ai eus à Athènes avec le Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie, il y a trois semaines, un échange de vues franc a pu avoir lieu. Sur le plan bilatéral nous avons passé en revue avec M. Bachev l'application des accords conclus entre les deux pays en 1964. Nous avons constaté que celle-ci se fait de façon satisfaisante et nous sommes convenus qu'il y aurait avantage à étudier de plus près et sans tarder certains problèmes de coopération, notamment les problèmes concernant les fleuves frontaliers, le tourisme, les réseaux d'électricité, le commerce de transit par le Port de Salonique etc...

Au sujet des idées que j'ai formulées depuis 1968 sur un code de bonne conduite entre pays balkaniques, M. Bachev a remarqué que c'était là des idées auxquelles nul gouvernement ne pouvait objecter et qu'il serait bon de commencer à les appliquer dans nos relations bilatérales, en attendant qu'elles soient enregistrées dans un document officiel.

Je tiens à souligner l'accord qui s'est dégagé de mes entretiens avec mon collègue (1) sur l'application des principes du respect mutuel de la non-ingérence dans les affaires intérieures (2) sur l'application du principe du respect de l'intégrité territoriale de chaque pays (3) sur le cadre dans lequel se place cet effort d'amélioration des rapports des deux pays, cadre défini par l'appartenance de la Grèce à l'OTAN et de la Bulgarie au Pacte de Varsovie.

Je n'ai laissé aucun doute à mon interlocuteur bulgare sur la fidélité et l'attachement de la Grèce à l'Alliance atlantique et sur le fait que tout engagement qui serait éventuellement assumé par elle ne doive en aucun cas porter quelque atteinte que ce soit à ses obligations stratégiques ou politiques envers les pays de l'OTAN et ne nuise en rien aux intérêts des autres pays balkaniques.

M. PIPINELIS (Suite)

J'ai été heureux de constater que le Ministre des Affaires étrangères de Bulgarie faisait siennes, pour ce qui concerne son pays, ces conditions préalables. C'est dans ce contexte des garanties obtenues sur le plan politique que le gouvernement hellénique a l'intention de s'efforcer de promouvoir ses rapports avec la Bulgarie, en ayant la conviction qu'en améliorant le climat politique dans la région du Sud-Est européen il contribue aux efforts que déploie l'Alliance pour ouvrir la voie qui mène à la détente.

Cette légère amélioration des dispositions des pays du bloc de l'Est envers la Grèce, passagère ou non, relevant de la simple tactique communiste ou d'autres considérations, m'a souvent semblé digne de retenir mon attention, et c'est pourquoi, je m'y suis un peu arrêté aujourd'hui. Ferait-elle partie d'une manœuvre diplomatique visant à semer le trouble entre les alliés de l'Ouest ? Serait-elle l'écho des tensions intérieures économiques ou autres auxquelles sont actuellement assujetties les relations entre pays du bloc de l'Est ? La question, vous le comprenez bien, n'est pas uniquement d'ordre théorique; de la réponse à cette question, on pourrait tirer une indication précieuse quant à notre attitude à l'égard de la détente.

A mon avis, il pourrait y avoir quelque chose de vrai dans les deux hypothèses que je viens de mentionner. Que les pays de l'Est essaient de pêcher en eau trouble par rapport à la Grèce à un moment où son gouvernement est l'objet d'âpres critiques dans certains pays du nord, il n'y aurait là rien de surprenant. Mais de plusieurs autres indices plus substantiels, dont je vous ferai grâce, je crois pouvoir conclure qu'en grande partie cette nouvelle tendance qui se fait jour parmi les pays de l'Est est le produit à la fois de la nécessité et du désenchantement. De la nécessité qui les pousse à ouvrir des fenêtres et à se créer des ponts vers les pays du marché libre, et du désenchantement pour les déboires de tous ordres, national, moral, politique, religieux, humain qu'ils sont en train de subir.

Nous avons pris note avec intérêt du rapport sur la situation en Méditerranée, ainsi que des remarques pertinentes faites par le Secrétaire général dans son Examen politique annuel.

Il semble que les répercussions de cette situation sur le plan politique et sur le plan militaire sont d'une gravité égale. De ceci ressort la nécessité d'envisager, sinon le rétablissement de l'ordre des choses qui existait avant la pénétration de la force navale soviétique en Méditerranée - ce qui est désormais impossible - du moins la création d'un rapport de forces qui limiterait au minimum les préjudices actuels aux intérêts de l'Alliance.

M. PIPINELIS (Suite)

Le fait qu'à la base de la détérioration de la situation en Méditerranée se trouve la présence navale soviétique, démontre l'évidence qu'on ne peut éliminer les effets de cette présence sans parer aux dangers qu'elle comporte. C'est donc surtout par des moyens militaires, sous forme de renforcement de la présence navale de l'OTAN, de sa valeur de dissuasion et de sa vigilance, que le rapport des contingences préjudiciables aux intérêts politiques de l'Alliance pourrait être renversé à son avantage.

Je crois pouvoir assurer que mon Gouvernement a tout fait pour satisfaire à ces trois points essentiels, et je suis certain que le Gouvernement turc, de son côté, fera de son mieux pour appliquer les mêmes règles de notre conduite mutuelle.

Je me permets d'ajouter - et j'appelle tout particulièrement votre attention sur ce fait - qu'au cours des mois de février et mars, nous avons assisté à deux tentatives à peine déguisées de l'Union soviétique visant à semer la discorde entre nous et à exploiter à ses propres fins les déplorable événements de Chypre. Il est indispensable de tirer nos conclusions de cette manoeuvre soviétique et de ne pas faire le jeu de ceux qui veulent affaiblir la cohésion de notre Alliance et de nos rapports bilatéraux.

Pour conclure, il me paraît opportun de répéter ce que j'ai maintes fois eu l'occasion de dire.

Les objectifs et la stratégie du communisme et de l'Union soviétique, qui en est le promoteur, n'ont en rien changé. Leurs visées expansionnistes et leurs ambitions de domination universelle subsistent. S'il y a eu de la part de l'Union soviétique, depuis quelque temps, la démonstration d'une certaine volonté de coopération avec l'Occident, ceci est dû à d'autres motifs, et non pas à un changement de politique. Ceci est peut-être dû aux difficultés auxquelles l'Union soviétique se heurte sur le plan économique intérieur ou sur le plan de ses relations de "maître à client" dans le bloc communiste. Ce peut-être dû au différend sino-soviétique, aux rivalités entre les dirigeants ou entre les différents groupes de facteurs qui, par l'évolution même de la société soviétique, ont acquis une importance autonome et un sentiment de puissance qui leur permettent de défendre des idées indépendantes de la ligne du parti communiste.

M. PIPINELIS (Suite)

Enfin, ce changement de tactique peut être dû au calcul des Soviétiques, qui pensent que leurs intérêts seront mieux servis par les tendances qui se manifestent dans les sociétés de plusieurs pays occidentaux, ainsi que par la philosophie anarchique qui semble se répandre rapidement dans le monde. Cet anarchisme n'est pas nécessairement synonyme du communisme. Il peut être nuisible à ce dernier à long terme, mais pour le moment, il s'applique à saper les structures essentielles des sociétés occidentales, ce qui est évidemment dans l'intérêt du communisme.

Ainsi, le défi pour l'Alliance reste le même qu'auparavant. Sa position pour faire face à ce défi ne devrait donc pas changer. Voilà la question politique que nous avons à trancher. Permettez-moi de vous dire que dans les circonstances actuelles du monde, quand nous sommes en présence d'un danger aussi imminent, quand s'annoncent à l'horizon des menaces que nous sommes unanimes à reconnaître, il y a de l'hypocrisie à parler d'autres principes que du principe de la défense, et sur ce point - excusez mon langage direct - quand il s'agit de la défense, de la décision de faire face et du sacrifice à la cause commune, la Grèce n'a pas de leçons à recevoir. Permettez-moi, Messieurs, de vous retenir quelques secondes encore, et j'aurai terminé. Cette allusion, qui m'a blessé au cœur, m'a remis en mémoire un incident de la dernière guerre. C'était dans les premiers jours du mois de mai 1941. Les armées hitlériennes avaient envahi la Bulgarie et étaient en train d'encercler l'armée hellénique qui se défendait en Epire contre les armées fascistes. Le gouvernement britannique, le seul à combattre à ce moment, avait déclaré au début qu'il était prêt à venir à notre secours. Le Président Winston Churchill avait déjà esquissé un plan qui consistait à envoyer une grande partie de ses forces en Egypte et en Grèce, sous la forme d'un corps expéditionnaire. Quelques jours après, sur l'avis du Conseil des chefs d'état-major britanniques, cette idée a été abandonnée, les chefs d'état-major ayant rappelé à Churchill que les forces étaient insuffisantes, et pour s'opposer aux armées hitlériennes en Grèce, et pour défendre l'Egypte, et qu'en voulant défendre les deux fronts, on risquait de les perdre tous les deux. Sur quoi, Churchill envoya à son Ambassadeur à Athènes un télégramme dans lequel il disait notamment ceci : "We must liberate Greeks from feeling bound to reject the German ultimatum. If on their own they resolved to fight, we must to some extent share the ordeal, but rapid German advance will probably prevent any appreciable British imperial forces from being engaged to save Greece and Balkans by no means a major catastrophe for us." Quelques jours après, l'Ambassadeur britannique répond ce qui suit : "March 6th, 1941. There is no question of liberating the Greeks from feeling bound to reject the ultimatum. They have decided to fight Germany alone if necessary. The question is whether we help them or abandon them."

M. PIPINELIS (Suite)

Je ne sais pas ce que l'avenir nous réserve, Messieurs, mais connaissant mon pays, connaissant l'âme du peuple grec, je puis vous donner l'assurance que, quelles que soient les circonstances, ce sera la même réponse qui sortira de l'esprit du pays devant n'importe quel danger. Par conséquent, les insinuations sur l'aide à apporter à la Grèce ont été pour le moins déplacées. Merci, Monsieur le Président.

M. BROSIO

Monsieur le Ministre JONSSON, s'il vous plait

Mr. JONSSON

Mr. Chairman, at this late hour I shall be very brief. At our meetings in April and December 1969, we confirmed our Governments' intentions to continue their efforts to secure better relations with the Soviet Union and the states of Eastern Europe by exploring which concrete issues best lend themselves to fruitful negotiation and an early resolution.

Since then, all of us have been engaged in such an exploration on a bilateral basis between individual countries and even in a wider framework, as the Four Power talks in Berlin show.

I myself have visited Bulgaria and Rumania this Spring, and my impression, based on conversations with the Bulgarian and Rumanian Ministers, is that they are keenly interested in the holding of a conference of European peace and security, both of them, however, in a rather different way. The Rumanians, for instance, emphasised that such a conference should be very well prepared, and pointed out that they had proposed a preliminary meeting without any fixed agenda in advance, a sort of round table conference to discuss the procedure. Every nation should speak for itself, they said. It seemed as if the Rumanians would not trust anybody else to speak for them or in their name.

We have before us a report by the Permanent Representatives on possible procedures for negotiation.

My Government had hoped that efforts made by member Governments to improve East-West relations through the extensive bilateral contacts made during the last months might lead to an early era of negotiations about the various outstanding European security problems.

The Finns have offered Helsinki as a meeting place for the European Security Conference, when these problems could be discussed multilaterally.

In our view, such a conference could eventually be held with the participation of all member Governments and with a previous assurance of success.

Mr. JONSSON (Contd)

The consultations in the NATO Council have, however, shown that progress towards a general detente in Europe has not been substantial neither in bilateral conversations, including the conversation between the Federal Republic of Germany and the DDR, Poland and the Soviet Union, nor in the quadripartite discussions on Berlin.

The time for a European Security Conference is, therefore, in our opinion, not ripe. We should, however, continue our reports and express the hope in our Communique that further contacts with the East, whether bilateral or multilateral, may in the future show real progress towards a stable relationship in Europe. I am, in this respect, also referring to the SALT talks, the outcome of which is extremely important for the security of Europe and the security of our Alliance as a whole.

At our Reykjavik meeting in 1968, we gave a "signal" to the East on Mutual and Balanced Force Reductions, as a contribution to the reduction of tension in Europe. This call was repeated in Washington and in Brussels in 1969, but so far no response, either from the Soviet Union or from the other East European countries, has been recorded. We have taken the initiative in this important field, and I think we should keep the initiative and intensify our studies of the subject.

Mr. Chairman, I also feel that we should inform the public of the substantive work done in NATO to prepare the Allies for fruitful negotiations with the Eastern European countries, not only on a programme of Mutual and Balanced Force Reductions but as well on all principles which should govern relations between states and on the development of sound and safe international relations. Thank you Mr. Chairman.

Mr. BROSIO

Thank you very much Mr. Minister.

Would Admiral Henderson add his comments on this question of Mutual and Balanced Force Reductions.

Admiral HENDERSON

Thank you Mr. Chairman.

In the light of the statements made by Ministers today about Mutual and Balanced Force Reductions, I would like to say a brief word about this study as seen from a military point of view and I would add that we believe that this study vitally affects the security of the Alliance and indeed I am sure everybody shares this view.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIEE - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE

Admiral HENDERS ON (Contd)

I am sure that Ministers are aware that the models, the so-called models, that we have so far produced are only a first step, but they do illustrate the complexities associated with developing models for Mutual and Balanced Force Reductions in Central Europe. The military risks of the models developed so far have not yet been thoroughly assessed and this assessment, among other things, must, in our opinion, be completed before we can be satisfied that we have developed a suitable basis for negotiation. The Supreme Allied Commander Europe, General Goodpaster, has already started analysing the military risks of the models thus far developed. It may well be that as a result of this analysis modified approaches to the present models will emerge. While we recognise the possibility, and the hope, that a stable security balance might be found at some reduced level of forces on both sides, I cannot emphasise too strongly the danger of getting too far ahead and imposing further difficulties for the security of NATO.

I would like to recall the words of one of the Ministers last December when he said "I recognise the need to get it right rather than to get it rapid". I believe that action on the military side should continue in this important field of Mutual and Balanced Force Reductions, but, from a military point of view, I must emphasise, that I do not believe we can consider for discussion anything more than exploration of this subject at this time. Thank you, Mr. Chairman.

Mr. BROSIO

Thank you very much.

Gentlemen, the discussion has been very interesting and very full and has gone on till a late hour. As you know we are all invited by the Italian Government to the Villa Madama and I think that you will agree with me that we might adjourn now. I will not make any comments or summing up at this stage, if there are any comments to be made or any summing up, I will try to do it tomorrow when we finish or when we open our discussions. The only remark I would make is that the discussion today has succeeded in matching two requirements which were equally important, and which were not too easy to combine: firstly, it has allowed Ministers to comment on the general situation and on the general problems, and secondly it has focussed their discussion on the precise question of East-West negotiations, which we have actually to solve and which will be translated into the wording of the Communique which is now being prepared and will be presented to us tomorrow.

I think the Ministers have succeeded in combining the two sets of subjects so that the discussion has been extremely exhaustive and also we have made progress in clarifying the main issues which underlie the wording of the Communique so thereby easing the way for our understanding tomorrow when we discuss this Communique paragraph by paragraph.

Mr. BROSIO (Contd)

I have seen a parenthesis, just to quote an example, with pleasure: in view of certain changes in the position of the British Government the French Government has shown signs of drawing closer to that position so that with some goodwill tomorrow - keeping in mind the requirements of the French position, of course - we may reach the largest possible degree of agreement in the Communique with the French Government also. This, I quote only as an example, as an expression of satisfaction. In any case, the discussion has been positive and productive. So I would like now to suggest that tomorrow we meet at 10.00 a.m. if you agree. We start with the two minor items of our Agenda which are Civil Emergency Planning and the Report by the Chairman of the Committee on the Challenges of Modern Society. They will not take very much of our time. Then we proceed immediately to the Communique which in the meantime, I hope, will be ready, possibly with some alternatives, with some brackets, as usual, which will cover the few main issues which still remain to be settled by the Ministers. I would suggest this procedure if you agree with me, and I would adjourn the meeting, calling it for tomorrow here at 10.00 a.m.

DECLASSIFIED/DECLASSIFIED - PUBLIC DISCLOSED/MISE EN LECTURE PUBLIQUE